Recherches sur Diderot et sur l'Encyclopédie

30 | avril 2001

Celui qui prendrait ce que j'écris pour la vérité serait peut-être moins dans l'erreur que celui qui le prendrait pour une fable

Diderot et la lutte parlementaire au temps de l'*Encyclopédie*

Young-Mock Lee

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rde/64>

DOI : 10.4000/rde.64

ISSN : 1955-2416

Éditeur

Société Diderot

Édition imprimée

Date de publication : 10 avril 2001

Pagination : 93-126

ISBN : 2-252-03311-8

ISSN : 0769-0886

Référence électronique

Young-Mock Lee, « Diderot et la lutte parlementaire au temps de l'*Encyclopédie* », *Recherches sur Diderot et sur l'Encyclopédie* [En ligne], 30 | avril 2001, mis en ligne le 17 juin 2006, consulté le 30 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rde/64> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rde.64>

Propriété intellectuelle

LEE Young-Mock

Diderot et la lutte parlementaire au temps de l'*Encyclopédie* (deuxième partie)

2. L'article *AUTORITÉ POLITIQUE* : un manifeste pro-parlementaire ?

Silence des jansénistes sur l'article

Dans l'esprit de quelques contemporains, le nom de Le Paige et celui de l'auteur de l'article *AUTORITÉ POLITIQUE* ont été très tôt associés. Dans les *Observations sur le refus que fait le Châtelet de reconnaître la Chambre Royale*, le Parlement est accusé d'adopter les idées de certains « Auteurs Anti-Français », c'est-à-dire ceux de *L'Esprit des lois*, des *Lettres historiques* et de l'article *AUTORITÉ POLITIQUE*¹⁰⁶. Cet ouvrage, publié en 1754, est attribué soit à Dom La Taste, soit à Capmartin de Chaupy. Louis-Bernard de La Taste, évêque *in partibus* de Bethléem, de qui l'abbé de Prades se réclama pour réaffirmer l'orthodoxie de sa thèse¹⁰⁷, est un vieil adversaire des jansénistes, qui a publié en 1740 ses *Lettres théologiques aux écrivains défenseurs des convulsions et autres prétendus miracles du temps*. Il est d'autre part l'auteur de la *Réfutation des Lettres adressées à MM. les commissaires nommés par le roi*, où il s'en prend aux *Lettres pacifiques* de Le Paige¹⁰⁸. Quant à Bertrand Capmartin de Chaupy, à qui C. Maire attribue les *Observations*, il est également l'auteur des *Réflexions d'un avocat sur les remontrances du Parlement du 27 septembre 1756*¹⁰⁹. L'auteur, quel qu'il soit, écrit en connaissance de cause. L'analyse de l'ouvrage montre sa grande perspicacité¹¹⁰.

106. J. Lough, *Essays on the « Encyclopédie » of Diderot and D'Alembert*, Londres, Oxford University Press, 1968, p. 450.

107. *Suite de l'Apologie*, DPV, t. IV, pp. 315 et 366.

108. Catherine Maire, *De la cause de Dieu à la cause de la Nation : le Jansénisme au XVIII^e siècle*, Gallimard, 1998, p. 425.

109. *Ibid.*, p. 497.

110. *Ibid.*, pp. 436-437.

Les réactions des jansénistes en face de l'article de Diderot ne contribuent en rien à réfuter cette association. On sait bien avec quel acharnement et avec quelle précision le père Berthier, journaliste de Trévoux, a réfuté l'article¹¹¹. J. Lough n'a recensé, cependant, aucune critique concernant l'article dans les *Nouvelles Ecclésiastiques*, bien que l'organe janséniste n'en fût pas avare sur d'autres articles¹¹². Nous y lisons seulement ceci : « C'est cet Article qui a donné lieu à l'Arrêt du Conseil d'État de supprimer ce Dictionnaire, comme contenant des maximes tendant à détruire l'Autorité Royale, & établir l'esprit d'indépendance & de révolte¹¹³. » Il s'agit moins d'une réfutation que d'un simple constat. De surcroît, le journaliste s'est trompé sur l'identité de l'auteur, car il attribuait l'article à Toussaint¹¹⁴. L'examen des articles des *Nouvelles ecclésiastiques* rapportés par J. Lough nous donne l'impression que, excepté la courte période aux alentours de l'année 1759, son journaliste agit plutôt à son corps défendant, surtout contre les diatribes réitérées de D'Alembert. J. Lough lui-même le fait remarquer : « En fait, les seuls passages de l'*Encyclopédie* qui sont relevés pour la censure dans les *Nouvelles ecclésiastiques* sont ceux qui attaquent le jansénisme et le journal lui-même »¹¹⁵. Nous signalerons, pour notre part, ce curieux compte rendu de l'Arrêt du 7 février 1752, par lequel les deux premiers volumes du Dictionnaire furent supprimés¹¹⁶. Dans le numéro du 19 mars, nous lisons :

Nous sommes très bien informés que les derniers jours du mois de Janvier, M. l'ancien Evêq. de Mirepoix témoigna ne pas comprendre qu'onze Docteurs, préposés pour veiller sur les Thèses, eussent laissé passer celle de l'abbé de Prades. Le Prélat ajouta, en parlant aux mêmes personnes, que le Dimanche 26 de ce même mois, entretenant le Roi sur cette Thèse, il Lui avait représenté que la Religion gravée dans Son cœur (ce sont les termes du Prélat) s'éteignait de jour en jour, & que l'impiété se répandait de tout côté dans le royaume. L'Arrêt du Conseil du 7 Février ne serait-il pas jusqu'à un certain point le fruit de cette juste observation de M. de Mirepoix ?¹¹⁷

111. J. Lough, *op. cit.*, pp. 440-445.

112. *Ibid.*, pp. 350-360.

113. *Ibid.*, p. 440.

114. *Ibid.*, p. 353.

115. *Ibid.*, p. 359. Nous traduisons.

116. Le texte de l'Arrêt est reproduit dans DPV, t. V, p. 37. Pour la crise de 1752, nous renvoyons à Joseph Le Gras, *Diderot et l'Encyclopédie*, 1928, pp. 75-82 ; Pierre Grosclaude, *Un audacieux message : l'Encyclopédie*, pp. 57-68 ; Jacques Proust, *Diderot et l'Encyclopédie*, rééd. Albin Michel, 1995, pp. 52-57.

117. Nous reprenons le texte cité par J. Lough, en modernisant l'orthographe, *op. cit.*, p. 351.

Mgr Boyer, ancien évêque de Mirepoix et précepteur du Dauphin, qui était chargé de la feuille des bénéfices depuis 1743, fut un des persécuteurs les plus zélés des jansénistes. Les *Nouvelles ecclésiastiques* lui avaient déjà consacré « cinq colonnes bourrées de reproches¹¹⁸ ». Le ton plutôt approbateur, sinon flatteur, du journaliste est suspect. Ne s'agirait-il pas plutôt d'un message destiné aux encyclopédistes ? En déclinant toute responsabilité dans la suppression, les jansénistes n'auraient-ils pas voulu désigner l'ennemi commun à la vindicte des philosophes ?

Il en va exactement de même pour les *Préjugés légitimes* de Chaumeix : pas de remarque particulière concernant l'article¹¹⁹. Au sujet du réquisitoire d'Omer Joly de Fleury que nous savons inspiré de l'ouvrage de Chaumeix, J. Lough fait cette observation significative : « à l'exception d'une attaque contre AUTORITÉ POLITIQUE, le *réquisitoire* se confine dans les articles sur la religion¹²⁰ ». Or, dans la partie même consacrée à l'article, le procureur général se limite à relever l'interprétation erronée de la parole de l'Apôtre, en passant les aspects proprement politiques sous silence¹²¹. Il n'y avait donc qu'un seul janséniste qui ait procédé à la critique en règle de l'article : Charles de Caylus, évêque d'Auxerre.

Celui-ci a joué un rôle considérable dans le mouvement janséniste de la première moitié du siècle¹²² : Il fut un des seize évêques « appelants » et son château d'Auxerre semble avoir été une des succursales du parti¹²³. Mais il appartient à l'ancienne génération qui s'éteindra définitivement avec sa mort en 1755, et son grand âge le sépare des nouveaux dirigeants du parti. Son intervention dans l'affaire de Prades semble provenir d'une décision spontanée et individuelle. Ses idées politiques qu'il exprime dans Son *Instruction pastorale* présentent des écarts significatifs par rapport à celles des parlementaires jansénistes, ce qui permet à Diderot de lui lancer le fameux défi. L'encyclopédiste écrit pour défendre son propre article :

D'ailleurs il est très douteux que le Parlement soit content qu'on ait traité les maximes suivantes de séditeuses, savoir : « Que les lois de la nature et de l'État sont les conditions sous lesquelles les sujets se sont soumis ou sont censés s'être soumis au gouvernement de leur prince... Qu'un prince ne peut jamais employer l'autorité qu'il tient d'eux, pour casser le contrat par lequel elle lui a été déferée... » Car qu'est-ce un *parlement*, sinon un corps chargé du dépôt sacré du *contrat* réel ou supposé,

118. C. Maire, *op. cit.*, p. 400.

119. J. Lough, *op. cit.*, pp. 286-299.

120. *Ibid.*, p. 300. Nous traduisons.

121. *Ibid.*, p. 454.

122. Voir l'« Introduction » de John S. Spink à la *Suite de l'Apologie*, DPV, t. IV, pp. 301-306.

123. C. Maire, *op. cit.*, p. 126.

par lequel les peuples se sont soumis ou sont censés s'être soumis au gouvernement de leur prince ? Si M. d'Auxerre regarde ce *contrat* comme une chimère, je le défie de l'écrire publiquement. Je ne crois pas que le parlement de Paris se vît dépouiller tranquillement de sa prérogative la plus auguste, de cette prérogative sans laquelle il perdrait le nom de parlement, pour être réduit au nom ordinaire de corps de judicature¹²⁴.

Diderot énonce, en outre, cette remarque ironique : « il se bat contre moi, frappant à tort et à travers, sans savoir où portent ses coups, comme un homme attaqué dans les ténèbres¹²⁵ ». En d'autres termes, cet « adversaire si suspect dans l'Église en qualité de théologien, et si peu important d'ailleurs en qualité de philosophe¹²⁶ » ne voit pas où est son vrai ennemi.

Ce silence presque général des jansénistes sur l'article est très curieux. La protestation des *Errata* du tome III, selon laquelle l'article n'aurait fait que « commenter et développer » le passage du *Traité des droits de la Reine*¹²⁷, texte cité comme une autorité indiscutable par les parlementaires, ne suffit pas à expliquer cette discrétion. Le *Journal de Trévoux* a déclenché l'attaque dès le mois de mars 1752, et les éditeurs de l'*Encyclopédie* réfutent dans les *Errata* précisément l'accusation du jésuite que les principes développés dans l'article « se rapprochent fort de la doctrine contenue dans le *Traité du pouvoir des Rois de la Grande Bretagne*¹²⁸ ». J. Lough a démontré que la citation du *Traité des droits de la Reine* ne venait pas directement de l'ouvrage lui-même, mais d'un passage des Remontrances du Parlement de Paris du 9 avril 1753¹²⁹. Rappelons que ces Remontrances furent une des causes principales du long exil du Parlement, et que par sa participation active dans la rédaction de ce texte, Le Paige entra dans le cercle des principaux meneurs de l'opposition¹³⁰. On peut

124. *Suite à l'Apologie*, § XI, p. 351. Selon J. Proust, « le Parlement peut être plus qu'un corps de judicature sans être nécessairement un corps politique ». Autrement dit, Diderot aurait nié la prétention politique du Parlement. L'utilisation de l'expression « corps de judicature » dans le texte semble aller dans le sens de J. Proust (*Diderot et l'Encyclopédie*, p. 584, note 90). Il faut pourtant remarquer que Le Paige lui-même, dans sa *Lettre apologétique, critique et politique écrite par un seigneur de la Cour* de 1754, ne montre aucune réticence à se servir du mot « judicature ». Pour lui, le Parlement peut très bien être à la fois un « corps de judicature » et le « dépôt sacré des lois fondamentales du royaume ». Ou plutôt, c'est parce que les parlements sont précisément ces tribunaux « par lesquels la justice descend du trône sans le quitter jusque dans les moindres hameaux, où elle va répandre les bienfaits », qu'ils peuvent assumer cette « fonction éminente de dépositaires des lois » (C. Maire, *op. cit.*, p. 433-434).

125. *Suite de l'Apologie*, § VIII, p. 342.

126. *Ibid.*, § XII, p. 352.

127. J. Lough, *op. cit.*, pp. 433-437.

128. *Ibid.*, p. 444.

129. *Ibid.*, p. 436.

130. C. Maire, *op. cit.*, p. 414-415.

penser, comme le suggère J. Lough, que l'auteur des *Errata* a subtilement tiré parti du conflit entre la Royauté et les parlements, pour défendre l'entreprise. Mais tout le monde n'était pas dupe, ou plutôt personne ne l'était. Les auteurs des *Réflexions d'un Franciscain sur les trois premiers volumes de l'Encyclopédie* dévoilent la supercherie en faisant remarquer que, du passage du *Traité des droits de la Reine*, « il n'est pas fait la moindre mention dans l'article *Autorité*¹³¹ ». À notre avis, cette déclaration des encyclopédistes peut être interprétée comme une expression détournée de leur accord avec la politique du Parlement. En tout cas, soit avant soit après cette déclaration au début du tome III, il n'y a pas eu d'objections majeures sur l'article de la part des jansénistes, sauf celle de l'évêque d'Auxerre. On sait bien que le silence est parfois plus éloquent que les mots. Nous pensons que les raisons de ce silence se trouvent dans l'article même.

Élie, l'Antéchrist et la résistance passive

Comme on le sait bien, c'est par l'affirmation du pouvoir absolu et inaliénable de Dieu, que Diderot critique, dans l'article *AUTORITÉ POLITIQUE*, la théorie du droit divin du pouvoir politique et réproche la soumission sans réserve et aveugle au souverain comme un « véritable crime de l'idolâtrie ». Qu'un matérialiste athée se réclame de Dieu pour proclamer les droits naturels de l'homme, cela peut paraître étrange. Mais J. Proust a déjà fait remarquer que « Diderot n'hésitait pas, à l'occasion, pourvu que le caractère rationnel de l'univers ne fût pas mis en cause, à donner la garantie transcendante d'un Dieu à un ordre qu'il considérait comme immanent¹³² ». Car, comme il l'explique ailleurs, le Philosophe « a vraiment cru à une règle universelle qui serait Dieu, s'il existait¹³³ ». Nous souscrivons entièrement à cette idée que Diderot a voulu fonder sa philosophie politique sur une « règle universelle ». Pourtant, sa recherche de cet « ordre universel » ne manque pas de poser des problèmes fondamentaux sur les plans ontologique et épistémologique, qu'il convient d'étudier plus profondément. À notre avis, l'invocation de Dieu faite par Diderot dans cet article s'inscrit dans une stratégie bien précise et elle peut se comprendre mieux quand on la situe dans un contexte historique concret. C'est ce que nous examinerons ici.

L'interprétation que Diderot a donnée du passage de l'Épître de saint Paul a attiré des critiques sévères de la part de ses adversaires. La condam-

131. J. Lough, *op. cit.*, p. 452. L'ouvrage est paru en 1754 et attribué aux pères Hervé et Fruchet.

132. J. Proust, *op. cit.*, p. 384.

133. *Ibid.*, p. 407.

nation est unanime et sans appel : c'est « une faute du premier ordre, & un procédé impardonnable¹³⁴ » selon le journaliste de Trévoux, et « une falsification punissable¹³⁵ » selon le père Barral. Or, comme on le sait, cette interprétation se trouve non seulement dans les *Synonymes français* de l'abbé Girard¹³⁶, mais elle est également avancée par les évêques en 1765. Dans les *Actes de l'Assemblée du Clergé de 1765*, nous lisons : « Deux Puissances sont établies pour gouverner les hommes ; l'autorité sacrée des Pontifes & celle des Rois : l'une & l'autre vient de Dieu, de qui émane tout pouvoir bien ordonné sur la terre¹³⁷ ». Cette déclaration du clergé se comprend aisément dans le contexte historique, que nous avons brièvement examiné. L'épiscopat réaffirme l'indépendance de la puissance spirituelle contre les manifestations croissantes de l'anticléricalisme et l'empiétement des cours séculières sur ses droits, dont le meilleur exemple est la destruction de la Compagnie de Jésus par le Parlement.

Cette ressemblance entre l'interprétation proposée dans l'article AUTORITÉ POLITIQUE et celle du clergé est relevée tout de suite et non sans malignité. Dans le *Supplément aux diverses remarques faites sur les actes de l'Assemblée du Clergé de 1765*, nous lisons :

Je comptais finir ici l'exposition de mon premier grief, lorsqu'un ami est entré chez moi, & m'a instruit d'une découverte, communiquée il y a déjà longtemps à l'Assemblée des Chambres, par un grand Magistrat : c'est que votre fausse interprétation n'est que votre enfant adoptif. Oh ciel ! qui l'aurait cru ? Vous avez interprété d'après l'encyclopédie ; & le trop fameux Toussaint est le Docteur du Docteur le Corgne écrivant au nom du Clergé de France¹³⁸.

Ce *Supplément* est rédigé par Le Paige¹³⁹. Le motif de la réaction de ce dernier est assez apparent pour qu'on puisse se passer de commentaire. Au fond, c'est le même procédé que celui de D'Alembert dans la première *Lettre à M.*** Conseiller au Parlement de ******¹⁴⁰, bien que l'objectif de chacun soit légèrement différent. Or, il faut noter que Le Paige attribue l'article à Toussaint, comme l'a fait le rédacteur des *Nouvelles ecclésiastiques*¹⁴¹. L'avocat ignorait-il vraiment l'identité de l'auteur ? Dès le mois

134. J. Lough, *op. cit.*, p. 442.

135. *Ibid.*, p. 446.

136. *Ibid.*, p. 428-429.

137. *Ibid.*, p. 442, note 4.

138. *Ibid.*, p. 425.

139. C. Maire, *De la cause de Dieu*, p. 689.

140. D'Alembert, *Lettres à M.*** Conseiller au Parlement de ******, « Première lettre » ; *Œuvres*, t. II, pp. 84-87.

141. J. Lough, *op. cit.*, p. 353.

de novembre 1753, Grimm a précisé que l'article AUTORITÉ est de Diderot, et le contexte montre bien qu'il s'agit non de l'article *AUTORITÉ, *pouvoir, puissance, empire* (Gram.), mais plutôt de l'article AUTORITÉ POLITIQUE¹⁴². Vu le caractère « ésotérique » de la *Correspondance littéraire*, il est tout à fait possible que Le Paige n'a pas eu accès à cette information. Pourtant, en 1760, l'auteur de *La Religion vengée* attribue formellement l'article à Diderot¹⁴³. Cette attribution de l'article à Toussaint aurait-elle été intentionnelle ? Le Paige aurait-il voulu, par là, couvrir son véritable auteur, en désignant à la vindicte publique l'auteur scandaleux des *Mœurs*, qui d'ailleurs se trouvait alors définitivement hors d'atteinte ? Après la condamnation de son ouvrage par le Parlement en 1748, Toussaint se réfugia à Bruxelles et, dès 1764, il s'installa à Berlin sous la protection de Frédéric II. Et Toussaint niera, tout de suite après la dénonciation de Le Paige, toute paternité sur l'article¹⁴⁴. Cependant ce dernier avait quelques raisons sur lesquelles fonder ses soupçons. Toussaint est l'auteur de l'article AUTORITÉ, s.f. signé (*H*), le dernier des quatre articles consécutifs dont le titre commence par ce mot. L'indication donnée au début du premier tome de l'*Encyclopédie* permet d'attribuer l'article AUTORITÉ POLITIQUE non signé avec autant de fondement à Toussaint qu'à Diderot¹⁴⁵. Par ailleurs, cotraducteur du *Dictionnaire de Médecine* de Robert James et un des premiers encyclopédistes, il était dans sa jeunesse un fervent partisan des convulsionnaires et a composé un poème en l'honneur du diacre Pâris. En outre, il a été reçu, en 1741, avocat au Parlement de Paris¹⁴⁶. Sans doute est-ce à ce titre qu'il fut chargé de la rédaction des articles de jurisprudence. Si Le Paige crut vraiment que celui-ci était l'auteur de l'article, c'est, à notre avis, pour une grande partie à cause de son passé janséniste. Car l'article a un accent fortement janséniste, comme nous allons le constater.

Pour étayer son interprétation du passage de l'*Épître aux Romains*, l'auteur de l'article a recours aux exemples tirés de l'Écriture : Énoch et Élie. Élie le Tishbite, « le Prophète » par excellence, est un des personnages principaux et des plus populaires, non seulement du christianisme mais

142. *Ibid.*, p. 426-427.

143. *Ibid.*, p. 456.

144. *Ibid.*, p. 425-426.

145. *Ibid.*, pp. 424-426. Voici deux déclarations contradictoires. Les éditeurs écrivent d'une part : « Lorsque plusieurs articles appartenant à la même matière, & par conséquent faits ou revus par la même personne, sont immédiatement consécutifs, on s'est contenté quelquefois de mettre la lettre distinctive à la fin du dernier de ces articles. » D'autre part : « Les articles qui n'ont point de lettres à la fin, ou qui ont une étoile au commencement, sont de M. Diderot. Les premiers sont ceux qui lui appartiennent comme étant un des auteurs de l'*Encyclopédie* ; les seconds sont ceux qu'il a suppléés comme éditeur. » ENC, t. I, p. xlvi.

146. Jean de Viguerie, *Histoire et dictionnaire du temps des Lumières*, article TOUSSAINT, pp. 1411-1422.

aussi dans les traditions juives¹⁴⁷. Il accomplit plusieurs miracles préfigurant ceux du Christ. Chez une veuve indigente qui lui donna à manger, il fit que la cruche de farine ne tarisse pas et la jarre d'huile ne désemplesse pas. Il ressuscita aussi l'enfant de cette veuve, et c'est la première résurrection rapportée par l'Écriture. Mais le fait le plus marquant de sa vie, et auquel Diderot fait allusion ici, est le sacrifice au Carmel. A l'instigation de Jézabel, reine païenne, le culte idolâtre prospérait en Israël. Élie lance un défi au roi Akhab : devant le peuple assemblé sur le mont Carmel, les prophètes de Baal imploreront de leur dieu du ciel sur un bûcher où ils auront préparé un holocauste, et Élie de même. Tandis que leur imploration de toute une journée n'eut aucun effet, à la première prière d'Élie, « le feu du Seigneur tomba et dévora l'holocauste, le bois, les pierres, la poussière, et il absorba l'eau qui était dans le fossé. » Ce prodige accompli, Élie ordonna au peuple convaincu de la vraie divinité de son Dieu de saisir les faux prophètes et il « les fit descendre dans le ravin de Qishôn où il les égorgea¹⁴⁸ ». Mais le roi Akhab ne se convertit pas. Enfin, après plusieurs autres miracles, Élie monta au ciel sur « un char de feu et des chevaux de feu », sous les yeux d'Élisée son successeur. Ainsi nul n'a vu mourir le Prophète, on le reverra donc vivant. En effet, le retour d'Élie est considéré comme l'annonce de la fin des temps et de l'avènement triomphant du Messie.

Quant à Énoch, il ne s'agit pas du fils de Seth, lui-même le troisième fils d'Adam¹⁴⁹, ni du fils de Caïn¹⁵⁰, mais du fils de Yèred et père de Metoushèlah ou Mathusalem¹⁵¹. Il est donc le septième patriarche antédiluvien à compter d'Adam. Le fait significatif de sa vie rapporté par la Bible se limite à ceci : « Hénok vécut en tout trois cent soixante-cinq ans. Ayant suivi les voies de Dieu, il disparut car Dieu l'avait enlevé. » Il est donc le premier homme dont l'Écriture précise qu'il monta vivant au ciel. Et il n'y en a que trois : lui, Élie et Jésus-Christ lui-même. Or, c'est plutôt dans le judaïsme qu'Énoch, ou Hénok, occupe une place privilégiée. Les trois *Livres d'Hénok* sont parmi les plus grandes apocalypses juives. En tout cas, l'association d'Élie et d'Énoch chez Diderot est tout à fait justifiée.

147. La vie d'Élie est relatée du *Premier livre des Rois*, ch. XVII au *Deuxième livre des Rois*, ch. II. Nous nous référons à *La Bible, traduction œcuménique*, dite « TOB », 7^e éd., 1997. Nous avons également consulté André-Marie Gérard, *Dictionnaire de la Bible*, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1989 et les articles de l'*Encyclopaedia Universalis*.

148. *Premier livre des Rois*, XVIII, 38-40.

149. *Genèse*, IV, 25-26. Énosh, selon TOB.

150. *Genèse*, IV, 17. Hénok, selon TOB.

151. *Genèse*, V, 18-24. Également Hénok selon TOB, mais on écrit généralement Hénok ou, plus rarement, Énoch.

DIDEROT ET LA LUTTE PARLEMENTAIRE AU TEMPS DE L'ENCYCLOPÉDIE 101

Mais, encore une fois, nous ne croyons pas que l'évocation de ces deux personnages bibliques par Diderot soit spontanée. En fait, ce n'est pas la première fois qu'il mentionne le prophète Élie. Dans les *Pensées philosophiques*, nous lisons déjà : « Élie peut revenir de l'autre monde quand il voudra ; les hommes sont tels qu'il fera de grands miracles s'il est bien accueilli dans celui-ci¹⁵². » Ici, le lien entre Élie et les convulsionnaires est évident¹⁵³. Diderot constate en même temps le progrès de l'esprit philosophique et la crédulité de la foule.

C'est donc en tant que figure centrale du jansénisme du XVIII^e siècle que le nom du prophète est évoqué dans cet article¹⁵⁴. Le « figurisme » est un « système d'exégèse », ou une sorte de « philosophie de l'histoire », élaboré par Duguet et son disciple l'abbé d'Étemare, pour interpréter le cours de l'Histoire et les événements de l'époque à travers la grille de lecture biblique. C. Maire le résume ainsi :

Parallèlement aux persécutions contre les jansénistes, puis contre les appelants, se généralise un système d'exégèse qui prend le nom de *figurisme*. C'est surtout à partir de la destruction de Port-Royal qu'il imprègne massivement l'apologétique janséniste avant d'en venir à alimenter les discours des convulsionnaires. La conviction d'être une Église minoritaire et persécutée s'impose de plus en plus clairement. Le système figuriste n'est pas très sophistiqué : il fait des récits et des prophéties de l'Écriture sainte la figure des événements contemporains. L'Église entière a prévarié, personne n'entend plus la voix de la Vérité ; seul un petit noyau, celui des élus, croit encore à la grâce efficace. Le grand mystère d'iniquité va se consommer incessamment. On voit partout dans l'Écriture l'annonce de deux grands événements : la conversion des juifs et la venue du prophète Élie, qui seront le prélude au grand renversement. La Constitution Unigenitus est souvent représentée comme la Bête de l'Apocalypse¹⁵⁵.

C'est surtout l'abbé d'Étemare qui, immédiatement après la promulgation de la bulle *Unigenitus* en 1713, a fait surgir « l'importante figure christique d'Élie, le précurseur du Messie » : « L'homme par excellence de la lutte contre les faux dieux permet de légitimer l'opposition du *petit reste* qui demeure fidèle à la vérité¹⁵⁶ ».

152. § 41, *O. Ph.*, p. 31.

153. Voir la note 2 de l'éditeur.

154. Nous ne pouvons, ici encore, que résumer librement les deux ouvrages de C. Maire. Les erreurs qui peuvent résulter de la simplification excessive ne doivent être imputées qu'à nous.

155. C. Maire, *Les Convulsionnaires*, p. 55-56.

156. C. Maire, *De la cause de Dieu*, p. 185-186.

Un des caractères distinctifs du jansénisme du XVIII^e siècle par rapport à celui de Port-Royal, est qu'il ne se cantonnait pas dans un cercle étroit d'« élites », mais qu'il est devenu, en revanche, un mouvement très populaire, dans tous les sens du terme. En vertu de l'instruction donnée par les curés jansénistes et de la propagande menée avec une ampleur et une efficacité inouïes par les *Nouvelles ecclésiastiques*, le « figurisme » pénètre dans toutes les couches du peuple parisien. Les miracles et les convulsions de Saint-Médard, et leur grande popularité ne se comprennent qu'à partir de cette « démocratisation » de l'enseignement janséniste : les convulsionnaires manifestent à travers leur corps la figure de l'Église persécutée et celle de son triomphe par la grâce de Dieu. Le tableau concernant la répartition sociale des miraculés, établi par C. Maire, montre clairement que ces derniers viennent en grande majorité des « classes moyennes populaires bien intégrées dans le tissu urbain¹⁵⁷ ». Les réactions des paroissiens lors de la destitution de leurs curés appelants ou lors de la publication des mesures répressives contre le jansénisme témoignent de l'énorme soutien du peuple parisien à la cause janséniste. Par exemple, le mandement du cardinal de Noailles du 11 octobre 1728, qui fait connaître qu'il accepte la Bulle « avec un respect et une soumission très sincère » et qu'il condamne à son tour les cent une propositions, n'a pu, même accompagné de trois cents archers, être affiché dans tous les coins de rue comme d'habitude, par peur du « tumulte du peuple »¹⁵⁸. Ainsi, non seulement pour les prêtres jansénistes, en général hautement lettrés, mais aussi pour le peuple parisien, la persécution contre le jansénisme apparaît comme la manifestation du « grand mystère d'iniquité » qui s'abat sur l'Église ; le pape, les Jésuites et les constitutionnaires comme, sinon l'Antéchrist lui-même, du moins ses satellites. Naturellement, le diacre Pâris est considéré comme le Jean-Baptiste de son temps, voire comme un autre Élie. Parmi les convulsionnaires, il y en aura qui se prendront eux-mêmes pour le prophète Élie, ainsi l'abbé Vaillant ou le frère Augustin¹⁵⁹.

157. *Ibid.*, p. 271-272.

158. C. Maire, *Les Convulsionnaires de Saint-Médard : miracles, convulsions et prophéties à Paris au XVIII^e siècle*, Gallimard/Julliard, 1985, p. 49.

159. C. Maire, *ibid.*, pp. 137-140.

Il faut par ailleurs distinguer les jansénistes et les convulsionnaires. Le mouvement de ces derniers, tout en étant fortement inspiré du figurisme, est une « réaction spontanée de certains fidèles en présence d'une série de tensions religieuses et politiques » (p. 44). Les miracles et les convulsions n'ont en aucune façon été organisés ni même suggérés volontairement par les prêtres jansénistes. Au contraire, vers 1735, le Parlement tourne le dos aux convulsionnaires et, en 1742, les *Nouvelles ecclésiastiques* désavouent publiquement le second tome de *La Vérité des miracles* de Carré de Montgeron. Seuls quelques curés jansénistes, et une minorité infime des parlementaires dont Le Paige, soutiendront les convulsionnaires jusqu'au bout.

DIDEROT ET LA LUTTE PARLEMENTAIRE AU TEMPS DE L'ENCYCLOPÉDIE 103

En bref, pour les contemporains de Diderot, le sens de l'allusion à Élie et à l'Antéchrist est plus que clair. On comprend maintenant les raisons de l'acharnement des jésuites et du silence général des jansénistes sur l'article. C'est par la figure d'Élie que Diderot justifie le droit de la résistance. Mais quelle doit être exactement la nature de cette résistance ? Nous lisons à la fin de son article :

Quant aux sujets, la première loi que la religion, la raison & la nature leur imposent, est de respecter eux-mêmes les conditions du contrat qu'ils ont fait, de ne jamais perdre de vue la nature de leur gouvernement ; en France, de ne point oublier que tant que la famille régnante subsistera par les mâles, rien ne les dispensera jamais de l'obéissance, d'honorer & de craindre leur maître, comme celui par lequel ils ont voulu que l'image de Dieu leur fût présente & visible sur la terre ; d'être encore attachés à ces sentiments par un motif de reconnaissance de la tranquillité & des biens dont ils jouissent à l'abri du nom royal ; si jamais il leur arrivait d'avoir un roi injuste, ambitieux & violent, de n'opposer au malheur qu'un seul remède, celui de l'apaiser par leur soumission, & de fléchir Dieu par leurs prières ; parce que ce remède est le seul qui soit légitime, en conséquence du contrat de soumission juré au prince régnant anciennement, & à ses descendants par les mâles, quels qu'ils puissent être ; & de considérer que tous ces motifs qu'on croit avoir de résister, ne sont à les bien examiner, qu'autant de prétextes d'infidélités subtilement colorées ; qu'avec cette conduite, on n'a jamais corrigé les princes ni aboli les impôts ; & qu'on a seulement ajouté aux malheurs dont on se plaignait déjà, un nouveau degré de misère. Voilà les fondements sur lesquels les peuples & ceux qui les gouvernent pourraient établir leur bonheur réciproque¹⁶⁰.

Ce passage a donné lieu à bien des commentaires. Beaucoup de critiques, depuis Deleyre, ont relevé la contradiction entre les principes avancés dans la première partie de l'article et cette fin qui « ne répond pas au commencement¹⁶¹ ». Mais, avant tout, il faut rappeler que c'est une citation presque littérale des *Mémoires* de Sully¹⁶², dans laquelle Diderot a

160. AUTORITÉ POLITIQUE, p. 544.

161. L'expression est de Deleyre. J. Lough, *op. cit.*, p. 439.

162. Pour faciliter la comparaison, nous reproduisons le texte de Sully :

« A l'égard des sujets ; la première Loi que la Religion, comme la raison & la nature, leur imposent, est sans contredit l'obéissance. Ils doivent respecter, honorer, craindre leurs Princes, comme l'image même du souverain Maître ; qui semble avoir voulu se rendre visible par eux sur la terre, comme il l'est au Ciel, par ces brillants chefs-d'œuvre de lumières. Ils leur doivent encore ces sentiments, par un motif de reconnaissance de la tranquillité & des biens, dont ils jouissent à l'abri du nom Royal. Au malheur d'avoir un Roi injuste, ambitieux, violent, ils n'ont qu'un seul remède à opposer, celui de l'apaiser par leur soumission, & de fléchir Dieu par leurs prières. Tous ces justes motifs qu'on croit avoir de leur résister, ne sont à bien examiner, qu'autant de prétextes d'infidélité, très subtilement

subtilement inséré la notion de contrat. Bien qu'il s'agisse d'une citation, il n'en est pas moins vrai que Diderot n'aurait pas eu recours à ce passage, si celui-ci n'avait pas plus ou moins répondu à ses idées. Son intention serait-elle ici « purement tactique », celle d'atténuer l'effet produit par la hardiesse des premiers paragraphes¹⁶³ ? Ou bien, s'agirait-il de l'expression de la pensée profonde du Philosophe, qui ne reconnaît pas au peuple le droit de résister au souverain¹⁶⁴, parce que, en fin de compte, la liberté politique est une notion vide de sens pour lui¹⁶⁵ ? Pour répondre à ces questions, il faut encore situer l'énoncé de Diderot dans le contexte historique et savoir ce que signifie exactement cette notion de « résistance passive » pour ses contemporains.

Invoquer Élie qui combat la puissance de l'Antéchrist, c'est précisément l'argument majeur que les jansénistes du XVIII^e siècle utilisent pour légitimer leur opposition à la hiérarchie ecclésiastique et même à l'autorité royale. Or, en général, ils ne s'attaquent jamais de front au principe de la monarchie de droit divin. Quesnel, surtout, rejetait toute forme de révolte et préconisait une soumission absolue et volontaire : même sous l'oppression et l'injustice, le sujet ne doit opposer d'autres armes que les gémissements et la prière. Même pour le roi électif choisi par le peuple, c'est Dieu qui, en dernière analyse, lui donne l'autorité souveraine. Celui-ci, et à plus forte raison le monarque absolu héréditaire, ne relève donc que de Dieu et ne répond qu'à lui seul de ses actions¹⁶⁶. On voit là que l'évêque d'Auxerre est resté fidèle à cette conception du pouvoir politique et que Diderot ne réfute pas directement cette idée. Mais, les convulsionnaires retournent cette logique de la théorie du droit divin contre le roi lui-même.

colorés : & jamais avec cette conduite, on n'a ni corrigé de Prince, ni aboli d'impôts ; on a seulement ajouté aux malheurs dont on se plaignait déjà, un nouveau degré de misère, sur lequel il n'y a qu'à interroger le menu peuple, surtout celui de la campagne.

Voilà sur quels fondements il serait facile d'établir le bonheur réciproque des peuples & de ceux qui les gouvernent... »

Mémoires de Maximilien de Béthune, Duc de Sully, principal ministre de Henry le Grand. Mis en ordre, avec des remarques par M.L.D.L.D.L. [l'abbé de l'Écluse-des-Loges], Nouvelle édition, revue & corrigée Londres, 1747, 8 vol. ; VIII^e livre, t. III, p. 95-96.

Le passage vient après cette phrase : « Et n'est-ce pas tomber dans ce malheur, que de se faire accorder de force une chose, en témoignant qu'on en abusera » que Diderot a transformée en celle-ci : « & que c'est tomber dans ce malheur que d'emporter tout de vive force » (DPV, t. V, p. 542). Si Diderot avait suivi fidèlement le plan de l'ouvrage original, ce passage aurait dû se trouver dans le 13^e paragraphe de l'article.

D'ailleurs, il ne manque pas d'intérêt de remarquer que cet argument servait à convaincre de l'inutilité de convoquer les États généraux du Royaume.

163. *Ibid.*, p. 444-445.

164. J. Proust, *op. cit.*, p. 355.

165. *Ibid.*, p. 430.

166. C. Maire, *De la cause de Dieu*, p. 60.

DIDEROT ET LA LUTTE PARLEMENTAIRE AU TEMPS DE L'ENCYCLOPÉDIE 105

Le monarque absolu est pour eux comme pour les jansénistes en général « la figure par excellence de Dieu sur terre ». S'il est tenu de respecter quelques règles, c'est parce qu'il doit rendre, comme il est dit dans l'article de Diderot, cette « image de Dieu présente et visible sur la terre », et que sa puissance ne vient que de Dieu. A ce propos, C. Maire rapporte un exemple très intéressant de ces « gémissements et prières » des premières convulsionnaires. Maire-Marguerite Fontaine Maillet, appelée « sœur La Croix », dit dans sa prière :

Nous n'honorons, ô mon Dieu, la couronne des Rois, nous n'en défendons les droits légitimes, nous ne respectons leur puissance que parce que nous savons et que nous sommes pleinement convaincus que c'est vous qui la leur avez posée sur la tête, et qui leur avez mis en main le sceptre pour conduire et régir votre peuple, que vous avez assujetti en punition de sa malice à leurs lois et à leur jugement. Vous avez commandé, ô mon Dieu, à ces Rois établis [...] par le seul choix de votre volonté, de ne donner que de justes lois¹⁶⁷.

Si le roi se sert de sa puissance donnée par Dieu contre la vraie foi, comme ce fut le cas dans la Constitution *Unigenitus*, il se rend par là « indigne de gouverner » et mérite d'être déchu du trône. La même sœur La Croix l'affirme au nom de Dieu ou, pour être plus précis, le Seigneur parle ainsi à travers elle :

Ô prince malheureux ! Je te ferai descendre du haut degré de gloire que tu possèdes sans jamais l'avoir mérité : tu es indigne de gouverner jamais mes enfants : je ne veux plus que tu aies puissance sur aucun homme sur la terre : je te ferai déchoir de ton trône, toi, qui n'as dans le cœur que la férocité, que l'inhumanité des lions, des tigres et des ours : je te réduirai à la poussière du tombeau, et tu ne pourras subsister devant ma face quand je prononcerai l'arrêt de mon juste jugement contre toi¹⁶⁸.

Une autre prière, faite vers 1783 par la sœur Cathau (Catherine Renaud), est encore plus significative, en ce qu'elle réunit le thème de la

167. *Ibid.*, p. 321. Cette prière se trouve dans le *Recueil de discours de plusieurs convulsionnaires*, publié en 1734 sans nom de lieu. Dans ce *Recueil*, on trouve notamment la comparaison de la Bulle à la Bête de l'Apocalypse et plusieurs implorations adressées à Dieu d'envoyer Élie. *Ibid.*, p. 314-315.

168. *Ibid.*, p. 321-322. Le *Recueil* contient une lacune volontairement laissée à l'impression dans le corps d'un des discours qui concerne manifestement le roi. Cette stratégie éditoriale a beaucoup inquiété le Parlement et la Police, puisque l'équation « querelle de religion = attentat contre la personne du roi » venait naturellement à l'esprit des magistrats. Cette lacune est comblée par le janséniste antifiguriste Louis de Bonnaire qui a retrouvé et publié le passage censuré. Le texte que nous citons d'après C. Maire se trouve dans Louis de Bonnaire et Philippe Boidot, *Traité historique et polémique de la fin du monde, de la venue d'Élie et du retour des Juifs*, 3 vol., Rotterdam, 1737-1738, t. I, p. 307. Voir aussi C. Maire, *Les Convulsionnaires*, op. cit., pp. 162-164.

condamnation, au nom de Dieu, du roi régnant et celui de l'invocation à Élie. En outre, pour ceux qui la lisent rétrospectivement après la Révolution, elle ne manque pas d'une certaine perspicacité :

Écoutez vous tous, Gentilité, vous premièrement prêtres, qui devez conduire le peuple dans le chemin de la Vérité et l'en détournent. Aussi Dieu vous rejette et va vous charger de malédiction ; et va répandre votre sang en vous écrasant ; il va vous frapper de mort au pied même des autels que vous avez profanés et profanez tous les jours par vos sacrilèges et les sacrilèges que vous faites faire.

Écoutez vous Rois et Princes qui suivez des Ministres lâches sans chercher des Ministres (sans doute fidèles). Écoutez Rois, Princes et Grands qui aimez mieux prendre et supporter des Ministres lâches, à cause qu'ils favorisent vos Passions, pendant que vous persécutez et vous rejetez le peu de vrais Ministres que Dieu vous envoie encore. Malheur à vous, Dieu va vous châtier, il va vous rejeter. Et vous, Magistrats qui supportez l'injustice, et qui tuez les innocents ; vous méprisez la justice, vous la rejetez. Aussi vos Palais que vous remplissez du sang de la Veuve et de l'Orphelin seront remplis du vôtre, vous serez méprisés, vous allez être rejetés de Dieu. Il va vous charger de malédiction, aussi bien que ce misérable peuple qui suit aveuglément des Passions. Quelle Religion ! Grand Dieu vous êtes méprisé, mais le temps de votre colère est venu. Vous allez abîmer cette malheureuse Gentilité, vous allez la confondre jusqu'au fond des Enfers...

Pardonnez Saint prophète Élie, pour faire rentrer les Juifs dans le sein de l'Église pour le renouveler. Oh ! Malheureuse Nation ! Si mon Dieu opérât les merveilles au milieu des Idolâtres comme il les opère au milieu de toi, ils se convertiraient, mais tu veux faire mourir le Saint Prophète et ceux que Dieu va envoyer avec lui. Vous mettez le comble à votre impiété. Aussi mon Dieu va vous jeter au fond des Enfers dans un feu qui ne s'éteindra jamais. Malheur à Vous, Gentilité, mais auparavant, vous éprouverez Renversement de Royaume, Tremblement de terre, Famine, Guerre, vos Hommes, vos Femmes et vos Filles seront passés au fil de l'Épée, des Villes en un monceau de pierre. Tout annoncera la colère d'un Dieu irrité¹⁶⁹.

Encore faut-il se garder d'accorder à ces prières une portée révolutionnaire ou visionnaire. Les convulsionnaires ne sont pas des annonciateurs de la Révolution, encore moins ses partisans. Parallèlement à son anathème, la sœur La Croix déclare personnellement être entièrement attachée à la défense des « droits sacrés de la couronne ». C'est « pour apaiser la colère de notre Dieu justement irrité contre nous, et contre le souverain », répond-elle à ses interrogateurs, qu'elle continue « ces saints exercices¹⁷⁰ » de pénitence. C. Maire résume ainsi l'attitude en apparence contradictoire de ces convulsionnaires :

169. C. Maire, *ibid.*, p. 228.

170. *Ibid.*, p. 165.

DIDEROT ET LA LUTTE PARLEMENTAIRE AU TEMPS DE L'ENCYCLOPÉDIE 107

C'est dans cette oscillation entre les menaces adressées au nom du Seigneur et les affirmations de soutien exprimées en leur nom propre que réside la spécificité de la position des convulsionnaires. Ce qu'ils attendent avant tout, c'est la réconciliation du monarque de la terre avec le souverain du ciel¹⁷¹.

S'il y a un « projet politique » des convulsionnaires, c'est d'être les « médiateurs entre le Roi et le Ciel¹⁷² ». C'est ce rôle de « médiateur », cette fois-ci entre le roi et la nation, que les magistrats jansénistes ont voulu assumer. Et l'argument janséniste de l'absolutisme de Dieu vient alors à leur secours. Comme l'écrit C. Maire : « Jamais les parlementaires jansénistes ne voudront reconnaître une quelconque volonté séditeuse dans leur résistance, toujours menée au nom de l'obéissance aux lois fondamentales¹⁷³. » Leur « idéologue », Le Paige, définit la « résistance passive » du Parlement dans ces termes :

Elle se borne à l'inaction, à ne pas consentir à l'injustice, à ne pas y prêter son ministère, à montrer qu'il ne le peut, ni le doit, à opposer non la force, non une autorité qui combatte mais la conscience qui arrête ; mais les prières, les supplications, le cri toujours subsistant des lois, des ordonnances, des commandements exprès des Rois, qui réclament contre l'erreur et la surprise¹⁷⁴.

Et on sait avec quelle opiniâtreté les parlementaires se sont opposés à la politique royale, précisément au nom de cette « résistance passive ». En bref, cette notion n'exclut en aucune façon l'opposition politique des sujets envers le roi dans le cadre de la monarchie. Si elle interdit quelque chose, c'est seulement la résistance à main armée. Pour le moment en tout cas, Diderot ne veut pas que la Nation s'oppose à ce que « le sceptre de Louis XV passe nécessairement à son fils aîné », puisque « c'est la condition du contrat¹⁷⁵ ». Mais il ne condamne nullement les « remontrances humbles et respectueuses¹⁷⁶ » du peuple dans la mesure où elles ne contredisent pas les « lois fondamentales » de l'État. Au contraire, Diderot légitime les justes « représentations » des sujets, d'abord en se fondant sur l'Écriture sainte avec les jansénistes, et ensuite sur l'autorité de Henri IV comme le

171. C. Maire, *De la cause de Dieu*, p. 322.

172. *Ibid.*, p. 323.

173. *Ibid.*, p. 393.

174. Le Paige, *Lettre de M***, conseiller au Parlement à M. le Comte de ****, s.l., 1772, p. 29. Nous citons d'après C. Maire, *ibid.*, p. 536.

175. AUTORITÉ POLITIQUE, p. 540.

176. L'expression est de Duguet, *Institution*, partie II, chap. VII, art. II.

feront les parlementaires¹⁷⁷. L'article AUTORITÉ POLITIQUE constitue, en un sens, la charnière où la lutte religieuse des jansénistes se prolonge en une lutte politique des magistrats.

Henri IV, le Prince par excellence et l'Institution d'un prince de Duguet

« Le plus grand de nos rois¹⁷⁸ », « le bon, l'adorable Henri IV¹⁷⁹ » : le culte que notre philosophe voue à ce « grand monarque » se poursuit depuis le premier tome de l'*Encyclopédie* jusqu'à ses dernières œuvres¹⁸⁰. Et, comme on le sait, les quatre derniers paragraphes de l'article AUTORITÉ POLITIQUE viennent en majeure partie des *Mémoires* de Sully. Nous avons vu avec quelle habileté Diderot s'est servi de l'autorité de Henri IV, ou en un sens l'a détournée, pour légitimer la « résistance passive » des sujets. En effet, s'il a recours au nom prestigieux de ce monarque, ce n'est pas seulement à cause de ses réformes économiques qui auraient permis, selon la vision idyllique devenue une légende, aux paysans d'avoir une « poule au pot » chaque dimanche ni, encore moins, à cause de ses exploits militaires. C'est plutôt parce qu'il incarne, du point de vue politique, le « modèle idéal » du prince dans une monarchie. A travers son portrait, nous croyons donc pouvoir entrevoir la conception que Diderot s'est faite du monarque et de la monarchie.

D'abord, on constate qu'un des discours de Henri IV cités par Diderot porte sur la promulgation de l'édit de Nantes¹⁸¹. Cet édit constitue l'exemple concret de la tolérance civile que Diderot défend tout au long de l'entreprise. Cet acte historique répond partiellement à la vue des jansénistes qui étaient alors victimes du nombre croissant de refus de sacrements, et qui, à ce moment-là, ne demandaient rien d'autre à l'autorité que de les laisser tranquilles dans leur conviction religieuse. De plus, il répond parfaitement à la vue des magistrats parlementaires. Bien que convaincu du bien-fondé de sa décision, Henri IV ne néglige pas les formalités requises pour la publication d'un nouvel édit : la « vérification »

177. Le Paige lui-même cite l'autorité irréfragable de Henri IV pour rappeler que le monarque est lui aussi soumis aux lois fondamentales de l'État. Dans ses *Lettres historiques*, il écrit : « La première Loi du Souverain est de les observer toutes et qu'il a lui-même deux souverains, Dieu et la Loi » (*De la cause de Dieu*, p. 431). Est-ce qu'il s'est inspiré de l'article de Diderot ? Ou bien existe-t-il une source commune parmi les nombreux écrits de l'époque, où tous deux ont également puisé leur idée ?

178. *HENRIADE, s.f. (Littérat.), ENC, t. VIII, p. 132 ; DPV, t. VII, p. 361.

179. SUBSIDE, *Terme de droit*, ENC, t. XV, pp. 573-581 ; DPV, t. VIII, p. 357.

180. L'article *AMENTHES contient une réflexion du Philosophe « à la vue de la statue équestre de Henri IV » (DPV, t. V, p. 354). Curieusement, un morceau qu'il rédige pour l'*Histoire des Deux Indes* de 1780, la dernière référence en date à ce monarque que nous ayons pu vérifier, porte sur « la statue de ce bon roi » (LV, t. III, p. 647).

181. Article AUTORITÉ POLITIQUE, § 15, p. 543-544.

DIDEROT ET LA LUTTE PARLEMENTAIRE AU TEMPS DE L'ENCYCLOPÉDIE 109

et les « remontrances » libres du Parlement. Comme le dit Diderot, ce discours fournit « l'exemple de cette sorte de douceur mêlée de fermeté, si requise dans les occasions où la raison est si visiblement du côté du souverain qu'il a droit d'ôter à ses sujets la liberté du choix, & de ne leur laisser que le parti de l'obéissance ». Si ce grand monarque ne refuse pas de prendre des conseils lors même qu'« il a évidemment la justice de son côté », que devront faire d'autres rois ? En bref, les trois avant-derniers paragraphes de l'article sont l'illustration de l'attitude que le monarque doit adopter dans l'exercice de son pouvoir législatif, ou, selon l'expression de Duguet, « des Règles à observer dans l'Établissement des nouvelles Lois ». Comme nous le verrons, ces discours s'accordent, en effet, parfaitement avec les principes avancés par ce dernier dans son *Institution*, et l'influence de Duguet se ressent tout au long de l'article. L'article *IMPROBATION témoigne de la lecture de cet ouvrage par Diderot. Il s'agit peut-être là d'une des « sources », qui ne sont pas encore identifiées, de l'article AUTORITÉ POLITIQUE.

Pour expliquer les devoirs du prince dans le gouvernement temporel, Duguet commence par rappeler l'origine de l'autorité souveraine. Il écrit d'abord au sujet de son « origine humaine » :

I. Il ne serait pas possible d'établir l'ordre & la paix, si les hommes voulaient être tous indépendants, & s'ils ne se soumettaient à une autorité qui leur ôtât une partie de leur liberté pour leur conserver le reste. Ils seraient toujours en guerre, s'ils prétendaient toujours ou s'assujettir les autres, ou refuser de se soumettre aux plus puissants, & il faut, pour leur repos & pour leur sûreté, qu'ils acceptent un maître, & qu'ils perdent l'espérance de le devenir, quoiqu'ils en conservent l'inclination¹⁸².

Ce paragraphe présente une certaine similitude avec les principes développés par Diderot dans les premiers paragraphes de l'article et surtout dans cette phrase : Dieu « permet pour le bien commun & pour le maintien de la société, que les hommes établissent entre eux un ordre de subordination¹⁸³ ». Mais, quant à l'origine divine de l'autorité, Diderot et Duguet avancent des explications diamétralement opposées. L'abbé réaffirme la théorie traditionnelle du droit divin, fondée sur l'interprétation tout à fait orthodoxe du passage de saint Paul :

III. Il [Dieu] nous a instruit de cette importante vérité en plusieurs endroits de l'Écriture ; mais principalement dans l'Épître aux Romains, où S. Paul établit cette maxime générale que toute puissance vient de Dieu ; que toutes celles qui sont établies le sont par son ordre, & que c'est résister à son ordre que de leur résister.

182. Duguet, *Institution d'un prince*, partie I, chap. II, art. I, § 1, t. I, p. 15-16.

183. AUTORITÉ POLITIQUE, p. 538.

IV. Sans cette révélation qui fixe tous les esprits, & qui décide tous nos doutes, nous serions tentés d'avoir moins de respect pour une autorité dont les commencements ont été quelquefois injustes, & qui est souvent exercée par des hommes qui la déshonorent par leurs actions ; mais Dieu nous défend d'être attentifs aux passions qui ont servi d'occasion à la naissance des Empires, ou à l'indignité de ceux qui en sont les maîtres. Il nous élève jusqu'à lui, qui préside à tout, & qui sait tirer le bien du mal même. Et il veut que nous adorions sa puissance & sa sagesse dans le partage qu'il fait du monde entre ceux qui le gouvernent. « Soyez soumis, nous dit le premier de ses Apôtres [I^{er} Petr., II, 13-15], à toute Puissance humaine, à cause de Dieu, (c'est-à-dire, par des motifs de respect & d'amour pour lui.) Soyez soumis au Roi, comme à celui qui a l'autorité suprême, & aux Gouverneurs, comme étant envoyés de lui, parce que c'est la volonté de Dieu »¹⁸⁴.

Ce principe du droit divin n'est pas rappelé pour justifier le pouvoir arbitraire du prince. Au contraire, ce « titre essentiel » de sa souveraineté lui impose les « conditions » bien précises dans l'exercice de son pouvoir :

I. Cette première vérité qui sert de fondement à tout, nous conduit à une autre qui est d'une autre conséquence ; car puisqu'il est certain que Dieu est la source du pouvoir des Rois, & que c'est son autorité qu'on respecte dans la leur, il faut qu'il ait eu de grands desseins en les plaçant si près de lui, & si fort au-dessus des autres hommes. Or c'est lui-même qui nous a manifesté ses pensées & ses conseils sur un point si essentiel, en nous déclarant qu'il a choisi les Rois pour en faire ses Ministres, & qu'il les a établis en cette qualité dans son Royaume pour le gouverner en son nom, pour protéger le bien & pour punir le mal ; pour rendre aux hommes toutes les assistances dont ils ont besoin, & pour les défendre contre tout ce qui serait capable de troubler leur repos, en troublant l'ordre & la justice¹⁸⁵.

Le prince est « le Ministre de Dieu pour le bien du peuple ». De ce principe découle une autre vérité importante : la République n'est pas au prince, mais le prince est à la République¹⁸⁶ ; Dieu a donné le prince au peuple, il l'a destiné au bien public. Ainsi établi par Dieu, le prince doit « tenir la place de Dieu à l'égard du Peuple » : « chargé du ministère extérieur de sa providence, il doit représenter dans sa conduite celle de Dieu même, qui veut régner par lui¹⁸⁷ ». Le souverain digne de ce nom n'a « point d'autres intérêts » que ceux du peuple, car « il ne fait avec lui qu'un

184. Duguet, *op. cit.*, p. 16-17.

185. *Ibid.*, partie I, chap. II, art. II, § I ; t. I, p. 18.

186. Diderot écrit également dans son article : « Ce n'est pas l'État qui appartient au prince, c'est le prince qui appartient à l'État » (p. 540).

187. Duguet, *op. cit.*, partie I, chap. III, art. I, § 1 ; t. I, p. 27.

seul tout¹⁸⁸ ». Sa volonté ne se sépare pas de celle du peuple, et sa règle de conduite est la justice. Duguet continue :

Il y a une Justice dans les Lois, indépendante de lui, qui le condamne quand il s'en écarte. Cette Justice est sa règle. Il y demeure soumis, quoiqu'élevé au-dessus des autres hommes : & il ne peut lui substituer, ni ses passions, ni ses injustes désirs ; parce qu'il n'est point à soi-même, qu'il n'est ni son principe, ni la fin ; qu'il n'est qu'un Administrateur d'une Autorité confiée pour un temps, & que Dieu, en la lui confiant, a eu dessein de régner par lui, & par conséquent de faire régner par lui les Lois & la Justice¹⁸⁹.

C'est exactement le sentiment d'Henri IV qui dit « que les rois ont deux souverains, Dieu & la loi ; que la justice doit présider sur le trône, & que la douceur doit être assise à côté d'elle ; que Dieu étant le vrai propriétaire de tous les royaumes, & les rois n'en étant que les administrateurs, ils doivent représenter aux peuples celui dont ils tiennent la place¹⁹⁰ ». La ressemblance est tellement frappante qu'on dirait que Duguet commente le discours de Henri IV.

« Consulter en tout la Sagesse & la Raison » et « ne donner sa volonté pour règle, qu'autant qu'elle est conforme à la Justice¹⁹¹ », c'est ce qui sépare le prince du tyran. Dans le chapitre VIII de la seconde partie de son ouvrage, Duguet énumère six caractères de la « souveraine Autorité » qui la distinguent du « Pouvoir arbitraire »¹⁹². Nous avons avancé, dans la première partie de cet article, l'hypothèse que le XII^e paragraphe de l'article AUTORITÉ POLITIQUE où Diderot oppose le régime monarchique au régime despotique reflète la pensée de Montesquieu¹⁹³. Nous n'excluons pas, cependant, que Diderot s'inspire aussi de cette distinction de Duguet.

Le premier caractère de la « souveraine Autorité » est « de gouverner par les Lois, de régler sur elles ses volontés ». Aussi la volonté du prince et

188. *Ibid.*, partie II, chap. VIII, art. I, § 1 ; t. II, p. 157.

189. *Ibid.*, § 3 ; t. II, p. 158.

190. AUTORITÉ POLITIQUE, p. 542.

191. Duguet, *op. cit.*, partie II, chap. VIII, art. I, § 1 ; t. II, p. 156.

192. *Ibid.*, § 4-16 ; t. II, pp. 160-167.

193. Signalons, d'autre part, que l'opposition Turquie-France se trouve déjà dans l'écrit parlementaire de la première moitié du siècle. Dans le *Mémoire succinct sur la démarche présente de MM. du Parlement*, publié en juin 1732, nous lisons : « Si les Rois très chrétiens prétendaient exercer sur leurs sujets un pouvoir purement arbitraire et indépendant de toutes lois, tel que celui qu'exerce par exemple en Turquie le Grand Seigneur, pourquoi dans la cérémonie de leur sacre se lieraient-ils par un serment solennel à la face des autels pour maintenir le droit public de la Nation et même conserver des privilèges particuliers à certains corps de l'État comme le clergé ? » C. Maire, *De la cause de Dieu*, p. 392-393.

la loi ne commandent-elles qu'une même chose : « L'autorité n'est pas partagée ». Au contraire, le « Pouvoir arbitraire » donne « ses volontés pour lois, & sa conduite pour règle ». Ainsi l'autorité du souverain et celle du « Droit public » se désunissent et s'affaiblissent en se condamnant mutuellement.

Le deuxième caractère est que la première ne fait qu'un avec la République, mais que l'autre « regarde la République comme étrangère », si bien que pour affaiblir celle-ci, « il emploie contre elle l'Artifice & la Ruse, si la Force ne suffit pas ».

Le troisième en est que « le Prince se regarde comme Pasteur » : « il en a la Vigilance, l'Attention, la Bonté », afin que le Peuple soit en sûreté et exempt des inquiétudes. Le tyran se regarde aussi comme pasteur, mais son point de vue est tout à fait différent :

Le Pouvoir arbitraire considère aussi le Peuple comme un troupeau ; mais comme lui devant être sacrifié. Il en prend quelque soin, mais pour le dévorer. Il le nourrit, mais pour soi-même. Il en prend non seulement le lait & la laine, mais la substance & la vie. Il le traite comme étant d'une nature différente de la sienne, & comme ne devant servir qu'à ses délices & à son plaisir ; & il ne regarde pas comme une perte sa diminution, si c'est lui qui en profite, & s'il s'engraisse à ses dépens¹⁹⁴.

Le quatrième caractère du véritable prince est qu'il ne regarde « son Élévation que comme une honnête Servitude ». Il sait que « l'Autorité n'est point pour celui à qui elle est confiée, mais pour ceux qui lui sont soumis ». En revanche, le « Pouvoir arbitraire » considère l'autorité comme étant naturellement sa propriété, et il « règne pour le plaisir de régner, & non pour une autre fin ».

Le cinquième caractère est que le prince maintient le peuple dans un « sage milieu » entre une « entière liberté » et une « entière servitude », entre « un Gouvernement faible, qui serait pernicieux au peuple, & un Gouvernement injuste, qui l'opprimerait ». Il occupe la première place dans la République « pour maintenir l'ordre parmi des Citoyens, & non pour mettre aux fers des Esclaves ». Mais le « Pouvoir arbitraire » ignore cette « sage modération » : « Il ne connaît point d'Enfants, parce qu'il n'a point d'entrailles de Père. Il ne voit que des Esclaves, parce qu'il ne voit que son Autorité ».

Le dernier caractère d'un « Prince digne de régner » est qu'il « ne fait rien que pour la raison » ; « qu'il n'est jamais réduit à donner sa Volonté comme la seule cause de ses actions ; qu'il regarde comme une injure faite au genre humain, & en particulier à celui qui conduit les autres hommes,

194. Duguet, *op. cit.*, p. 163.

l'impuissance de rendre d'autre raison de sa conduite que le sentiment & l'instinct¹⁹⁵ ». En revanche, le « Pouvoir arbitraire » trouve « de la bassesse à donner d'autres motifs de ses actions que sa Volonté ». Il croit être « bien le maître quand il suit tous ses caprices, & qu'il est devenu le jouet & l'esclave de tout ce qui l'agite & le remue ».

Non seulement dans le fond des idées mais aussi dans le choix du vocabulaire, on constate une similitude étroite entre l'article de Diderot et l'ouvrage de Duguet. Mais celle-ci ne doit pas cacher une divergence fondamentale entre les deux pensées, sur laquelle nous reviendrons. Nous nous arrêterons pour l'instant sur cette métaphore « pasteur-troupeau » à laquelle les deux textes ont recours. Ce thème est évidemment d'une vieille tradition. En effet, comment ne pas se souvenir de ces célèbres versets de David ?

Le Seigneur est mon berger,
je ne manque de rien.
Sur de frais herbages il me fait coucher ;
près des eaux du repos il me mène,
il me ranime¹⁹⁶.

Tandis que Duguet reste fidèle à la distinction biblique entre le « bon berger » et le « mercenaire¹⁹⁷ », chez Diderot ne subsiste plus cette distinction. L'essentiel pour lui n'est pas de savoir si le souverain est un « bon pasteur » ou non, mais de savoir si le peuple constitue une véritable « société d'hommes » ou reste toujours « un troupeau d'animaux ». Qu'un souverain mène ses sujets dans un abattoir ou, au contraire, aux « gras pâturages », cela ne fait pas de différence fondamentale. Il est foncièrement « despote », tant qu'il regarde ses sujets comme un « troupeau d'animaux »¹⁹⁸. Pour qu'un ensemble d'hommes soit une société politique

195. *Ibid.*, p. 165. A comparer avec ce passage de Henri IV cité dans l'article AUTORITÉ POLITIQUE : « Dans les États monarchiques héréditaires, il y a une erreur qu'on peut appeler aussi *héréditaire*, c'est que le souverain est maître de la vie & des biens de tous ses sujets ; que moyennant ces quatre mots, *tel est notre plaisir*, il est dispensé de manifester les raisons de sa conduite, ou même d'en avoir [...] » (p. 542).

196. *Psaumes*, XXIII, 1-3 ; TOB, p. 1307.

197. Évangile selon saint Jean, X, 11-18 ; TOB, p. 2573.

198. Cette idée est clairement développée dans les œuvres ultérieures du Philosophe. Il écrit dans la *Réfutation d'Helvétius* : « Le gouvernement arbitraire d'un prince juste et éclairé est toujours mauvais. Ses vertus sont la plus dangereuse et la plus sûre des séductions : elles accoutument insensiblement un peuple à aimer, à respecter, à servir son successeur, quel qu'il soit, méchant et stupide. Il enlève au peuple le droit de délibérer, de vouloir ou ne vouloir pas, de s'opposer même à sa volonté, lorsqu'il ordonne le bien ; cependant ce droit d'opposition, tout insensé qu'il est, est sacré : sans quoi les sujets ressemblent à un troupeau dont on méprise la réclamation, sous prétexte qu'on le conduit dans de gras pâturages. En gouvernant selon son bon plaisir, le tyran commet le plus grand

digne de ce nom, il faut que tous les citoyens aient la possibilité d'être des « hommes publics », autrement dit, qu'ils puissent avoir « part à la judicature, & [...] se promette de passer de l'état de simples bourgeois aux premiers grades de la magistrature¹⁹⁹ ». Il s'agit bien sûr d'un idéal, mais un idéal dont tout gouvernement doit s'efforcer de s'approcher.

Revenons au texte de Duguet. D'une manière concrète, la différence entre l'« Autorité souveraine » et le « Pouvoir arbitraire » se manifeste dans l'exercice par excellence de la souveraineté, c'est-à-dire dans son acte législatif. Le dernier, et le plus important, caractère du « Pouvoir arbitraire » est qu'il n'examine rien en se contentant seulement de vouloir : « On l'irrite par les plus modestes remontrances. On l'affermir, en lui imposant des raisons. On l'importune, en le faisant souverain des Lois de l'Équité : on devient coupable, en lui représentant l'intérêt du Peuple²⁰⁰ ». En revanche, « l'Autorité souveraine réunit tout ce qu'il y a de sagesse & de prudence dans la République²⁰¹ ». Elle n'entrave pas la « représentation » ni les « remontrances » libres du peuple. Au contraire elle les cherche volontairement et les favorise.

C'est, comme on l'a vu, dans le chapitre VII de la seconde partie de son *Institution* que Duguet aborde le problème de l'exercice du pouvoir législatif. Il pose d'abord comme principe que « le Prince, comme Protecteur des Lois, doit maintenir les anciennes²⁰² ». Ensuite, il fixe quatre règles que le prince doit se prescrire, lorsqu'un État a néanmoins besoin de nouvelles lois²⁰³. La première est « de ne point signaler le commencement de son règne par beaucoup d'Ordonnances, qui seraient une condamnation trop visible de la négligence de son Prédécesseur²⁰⁴ ».

des forfaits. Qu'est-ce qui caractérise le despote ? Est-ce la bonté ou la méchanceté ? Nullement. Ces deux notions n'entrent seulement pas dans sa définition. C'est l'étendue et non l'usage de l'autorité qu'il s'arroge. Un des plus grands malheurs qui pût arriver à une nation, ce seraient deux ou trois règnes d'une puissance juste, douce, éclairée, mais arbitraire : les peuples seraient conduits par le bonheur à l'oubli complet de leurs privilèges, au plus parfait esclavage. Je ne sais si jamais un tyran et ses enfants se sont avisés de cette redoutable politique ; mais je ne doute aucunement qu'elle ne leur eût réussi. Malheur aux sujets en qui l'on anéantit tout ombrage sur leur liberté, même par les voies les plus louables en apparence ! Ces voies n'en sont que plus funestes pour l'avenir. C'est ainsi que l'on tombe dans un sommeil fort doux, mais c'est un sommeil de mort, pendant lequel le sentiment patriotique s'éteint, et l'on devient étranger au gouvernement de l'État. Supposez aux Anglais trois Élisabeth de suite ; et les Anglais seront les derniers esclaves de l'Europe. » *Réfutation suivie de l'ouvrage d'Helvétius intitulé L'Homme*, LV, t. II, p. 862.

199. *CITOYEN, DPV, t. VI, p. 466.

200. Duguet, *op. cit.*, p. 166-167.

201. *Ibid.*, p. 161.

202. *Ibid.*, partie II, ch. VII, art. I ; t. II, p. 138.

203. *Ibid.*, art. II ; t. II, pp. 144-156.

204. *Ibid.*, p. 144.

DIDEROT ET LA LUTTE PARLEMENTAIRE AU TEMPS DE L'ENCYCLOPÉDIE 115

La seconde est la nécessité d'un examen attentif et réfléchi par le prince lui-même dans l'élaboration de son projet de loi. La troisième est d'avoir recours dans cet examen au conseil des gens compétents qui délibéreront librement sur ce projet. Enfin, la quatrième concerne l'« enregistrement » et les « remontrances » libres du Parlement. Ces quatre règles sont toutes capitales pour donner une autorité incontestable aux lois, mais les deux dernières sont de loin les plus importantes.

La troisième règle commence par ce paragraphe :

Dans le projet & dans l'examen, le Prince se servira des lumières des Magistrats les plus éclairés & les plus sincères. Il leur demandera leur avis, & non leur approbation. Il exigera même, lorsque la chose sera importante, qu'ils lui donnent leur avis par écrit ; & qu'ils prennent du temps pour y penser. Il consultera non seulement des Juges, ou des personnes habiles dans le Droit, mais des hommes célèbres par leur sagesse, & par leur savoir, quoiqu'ils n'exercent point la justice. Il connaîtra & s'attachera tous ceux qui auront une grande réputation de prudence & de probité ; & ce ne sera qu'après avoir pris leur conseil, qu'il se déterminera à publier une Loi, & à la revêtir de son autorité. C'est ainsi qu'en ont usé des Princes, qui méritaient par leur Sagesse & par leur Maturité de donner des lois aux Hommes. Ils consultaient, longtemps avant que d'ordonner. Ils écoutaient, pour être dignes d'être obéis ; ils pensaient à donner une solide autorité à leurs Ordonnances par la Sagesse & la Justice, & non à faire valoir la leur, en se contentant de commander²⁰⁵.

Duguet est très précis sur ce point : le prince doit consulter non seulement des magistrats de profession mais aussi des « hommes célèbres par leur sagesse & par leur savoir ». Encore une fois, c'est ce qui fut dit et fait par Henri IV. L'auteur de l'article AUTORITÉ POLITIQUE rapporte :

Ce grand homme [...] déclara que pour éviter tout air de violence & de contrainte, il n'avait pas voulu que l'assemblée se fît par des députés nommés par le souverain, & toujours aveuglément asservis à toutes ses volontés ; mais que son intention était qu'on y admît librement toutes sortes de personnes, de quelque état & condition qu'elles pussent être ; afin que *les gens de savoir & de mérite* eussent le moyen d'y proposer sans crainte, ce qu'ils croient nécessaire pour le bien public ; qu'il ne prétendait encore en ce moment leur prescrire aucune borne ; qu'il leur enjoignait seulement de ne pas abuser de cette permission, pour l'abaissement de l'*autorité* royale, qui est le principal nerf de l'État²⁰⁶.

205. *Ibid.*, p. 145-146.

206. AUTORITÉ POLITIQUE, p. 542.

Si Duguet juge nécessaire de faire examiner le projet de lois, c'est qu'il s'agit d'un moyen efficace de préserver l'autorité des lois, en évitant « un inconvénient où jette toujours la précipitation, qui est la variation & l'inconstance ». Sans ce « long examen », on est amené à édicter une loi sur une raison et « une contraire sur une raison opposée ». Ainsi on « augmente le désordre, au lieu d'y apporter du remède ». Selon l'auteur, « il n'y a point de plus grand mal dans l'État qu'une foule de Lois, qui le chargent & l'embarrassent, & leur multitude a toujours été regardée comme une preuve certaine d'une mauvaise administration ; parce qu'elle est l'effet, ou de l'imprudence, qui ne sait pas choisir, ou de la Faiblesse, qui ne sait pas exécuter, ou de l'Inconstance, qui ne sait rien soutenir, ou du Caprice, qui convertit en lois toutes les fantaisies²⁰⁷ ».

La simplicité de lois est une des idées clés dans la pensée politique de Diderot. Il écrit dans l'article *ILLCITE : « Le défaut de presque toutes les législations, c'est d'avoir multiplié le nombre des actions *illicites* par la bizarrerie des défenses. On rend les hommes méchants en les exposant à devenir infracteurs ; & comment ne deviendront-ils pas infracteurs, quand la loi leur défendra une chose vers laquelle l'impulsion constante & invincible de la nature les emporte sans cesse²⁰⁸ ? » Pour lui également, la simplicité des lois est donc le garant de leur autorité. Pour rendre simple et cohérent un ensemble de lois positives, il faut les ériger sur un fondement aussi inébranlable que les « lois de la Justice » selon l'expression commune à Duguet et à Diderot, ou les « lois de la nature » selon l'expression chère à ce dernier. Mais, ce principe en apparence simple pose en réalité des problèmes redoutables. En effet, comment trouver les moyens de rendre les lois positives conformes aux lois de la nature ? Est-ce que les lois positives n'ont d'autre fonction que celle de renforcer les lois naturelles toujours existantes en leur apportant la force exécutrice nécessaire ? Surtout, quelles sont ces lois naturelles dans le monde humain²⁰⁹ ?

La consultation du « sage Conseil » dans l'établissement du projet de loi est plutôt facultative qu'obligatoire. En revanche, l'enregistrement libre de la loi ainsi préparée est un « usage » établi dont le principe ne peut jamais se dispenser. Certes, le prince mené par « un ministre trop absolu » pourrait faire dégénérer « ce qu'il y a de plus auguste dans l'État » en un

207. Duguet, *op. cit.*, p. 148.

208. *ILLCITE, adj. (*Gram. & Morale*), ENC, t. VIII, p. 555 DPV, t. VII, p. 499. Voir aussi un passage supprimé de l'article *CUBA, s. f., (*Mythol.*), ENC, t. IV, p. 529 ; DPV, t. VI, p. 531 : « Il y a un moyen fort simple de rendre les hommes très méchants ; c'est de multiplier la fréquence des infractions, à force d'augmenter le nombre et l'étendue des devoirs. »

209. Pour ces questions, nous renvoyons à la seconde partie de notre thèse de doctorat : *Principes de la pensée politique de Diderot au temps de l'Encyclopédie (1745-1765)*.

« vain spectacle », en une « pure cérémonie²¹⁰ », en empêchant les « dépositaires des Lois » d'exprimer librement leur opinion. Mais par là, le prince « montre au public la dépendance où le tient son Ministre ». Il n'y a donc pas d'autre preuve plus éclatante de l'autorité du prince que « la liberté qu'il laisse à des Juges supérieurs de prendre connaissance des Lois²¹¹ ». Duguet conclut :

Le terme de remontrance ne peut blesser un Prince qui aime la vérité. Il la cherche, & la préfère à tout. Il invite tout le monde à la lui dire. Il ne craint que le mensonge & la flatterie ; & il regarde comme des qualités essentielles dans les Magistrats, la Sincérité & la Fidélité. Il sait que non seulement elles ne sont point opposées à la Soumission & au Respect, mais qu'elles en sont des preuves : & il se tiendrait offensé, si l'on le croyait incapable de conseil, ou si l'on craignait de lui déplaire, en lui disant ce qui serait utile à son service. Il ne s'engage pas à le suivre, quoiqu'il l'écoute. Il est toujours le maître ; & il le sait bien : mais c'est parce qu'il est toujours le maître qu'il veut tout savoir, & qu'il ne souffre pas qu'un Ministre ôte à des Juges la liberté qu'il leur donne²¹².

Dans la pensée de Duguet, ces « remontrances » toujours « humbles » et « respectueuses », pas plus que la procédure d'« enregistrement », n'entament en rien le pouvoir législatif du prince. Elles sont l'expression de la « sincérité » et de la « fidélité » des magistrats et ne sont pas opposées « à la soumission et au respect ». Par ailleurs, le prince n'est en aucune façon lié à suivre leur « conseil » et c'est lui qui a le dernier mot, comme le montre l'exemple de Henri IV devant les magistrats. Comme l'auteur l'affirme, le prince est « toujours le maître ». Duguet termine le chapitre en rappelant que « la manière de lui faire de très humbles remontrances dépend de son choix²¹³ ».

L'ouvrage de Duguet a eu une grande influence sur les parlementaires jansénistes de la seconde moitié du siècle. Dans son effort pour prouver la nécessité de « l'enregistrement libre au Parlement », Le Paige écrit :

C'est cette maxime qui comme un rempart inattaquable assure la couronne à la postérité de nos Rois, à nos Rois eux-mêmes leur pleine souveraineté, à leurs sujets leurs droits et leurs libertés légitimes. Que cette maxime soit renversée, toutes les lois pourraient devenir le jouet d'un crédit momentané, d'un favori trop puissant et quelles révolutions ne pourrait-il pas en résulter pour le souverain lui-même comme pour les sujets²¹⁴ ?

210. Duguet, *op. cit.*, p. 150.

211. *Ibid.*, p. 153.

212. *Ibid.*, p. 154-155.

213. *Ibid.*, p. 155.

214. Mémoire non publié, écrit pour Durey de Meinières en février 1757, cité par C. Maire, *De la cause de Dieu*, p. 457.

L'argument est identique à celui de Duguet. Le Paige soutient que cette procédure, loin de l'attaquer, assure la « pleine souveraineté » du roi. En effet, l'avocat n'a jamais contesté la souveraineté absolue du roi. Il affirme sans hésitation ni mauvaise foi que « le droit législatif réside dans la couronne seule et qu'il ne s'étend pas moins sur les magistrats et sur les peuples ». Il précise qu'il défend seulement « certaines formes publiques auxquelles la formation des lois est assujettie²¹⁵ ».

L'intention de Diderot dans son recours aux discours de Henri IV est claire. Il cite l'exemple de ce grand monarque, parce que la conduite de ce dernier correspond exactement à sa conception bien précise du prince dans une monarchie. Et cette conception est très proche de celle de Duguet dans son *Institution d'un prince*. La véritable preuve de l'autorité souveraine se manifeste dans l'exercice de son pouvoir législatif. Le prince doit accepter et même favoriser les « remontrances » libres du Parlement et, dans une plus grande mesure, la participation active du peuple dans la vie politique. Inversement, c'est cette adhésion intime des sujets qui rend inébranlable l'autorité des lois et du prince.

Le « dépôt de l'autorité » et le Renversement de l'Église gallicane de Le Gros

Duguet, à partir du principe du droit divin, a élaboré une théorie cohérente de la souveraineté, qui conduit finalement à une sorte de théorie de la souveraineté nationale. Le prince, même érigé en monarque par la volonté de Dieu, n'est pas le propriétaire de la République, mais seulement l'administrateur des choses séculières dans l'État, de même que l'évêque est le « Ministre de Dieu pour le bien de l'Église²¹⁶ ». Ce parallèle entre le pouvoir du prince et celui de l'évêque était certes un thème récurrent dans la pensée politique traditionnelle depuis la querelle médiévale des « deux glaives », et surtout la délimitation du domaine respectif du pouvoir temporel et du pouvoir spirituel restait, au XVIII^e siècle et même au-delà de la Révolution, un objet de polémique interminable, malgré la mise au point des jésuites au début du XVII^e siècle et la Déclaration du clergé dite des « Quatre Articles » de 1682, rédigée par Bossuet. Nicolas Le Gros (1695-1751), ex-chanoine de Reims et un des premiers théologiens figuristes, tire de ce parallèle une conséquence pour le moins inattendue sinon subversive, et qui nous semble avoir beaucoup inspiré Diderot dans la rédaction de son article AUTORITÉ POLITIQUE.

Tandis que l'*Institution d'un prince* de l'abbé Duguet est un « Traité » politique à caractère didactique, destiné effectivement à un futur prince, *Du*

215. Le Paige, *Observations sur la Déclaration du 10 décembre 1756 au sujet de l'enregistrement des lois et de la discipline essentielle du Parlement*, s.l.n.d. Texte cité par C. Maire, *op. cit.*, p. 455.

216. Duguet, *op. cit.*, partie I, chap. III, art. I, § 7 ; t. I, p. 30-31.

*Renversement des libertés de l'Église gallicane, dans l'affaire de la Constitution Unigenitus*²¹⁷ publié en 1716, est purement un écrit de circonstance et de combat. L'objectif de Le Gros dans cet ouvrage est de montrer pourquoi et dans quelle mesure les condamnations prononcées dans la Bulle *Unigenitus* à propos des propositions de Quesnel constituent des « abus ». Par conséquent, la discussion sur la nature du pouvoir politique n'entre pas directement dans son propos. Pourtant, dans son effort pour élucider la nature du pouvoir de l'évêque, l'auteur en vient à évoquer, de manière accidentelle, celle du pouvoir temporel.

Le chapitre XXIII a pour objet de justifier la proposition suivante : « C'est l'Église qui a l'autorité d'excommunier, pour l'exercer par les premiers pasteurs, du consentement au moins présumé de tout le Corps²¹⁸ ». Selon Le Gros, on ne peut la condamner « sans donner atteinte à nos Libertés », c'est-à-dire aux libertés de l'Église gallicane. Car la proposition découle logiquement de cette maxime que « les clefs ont été données à l'Église ». Selon Le Gros, cette maxime signifie, entre autres, que « C'est tout le corps de l'Église qui en a la propriété, pour en exercer le pouvoir par ses Ministres²¹⁹ ». L'auteur explique :

Si l'Église pouvait par elle-même mettre en usage le pouvoir des clefs qu'elle a reçu de Jésus-Christ, il n'aurait point été nécessaire qu'elle eût des Ministres pour cette importante fonction. Mais comme il est absolument impossible que cette Église composée de tant de membres, & répandue par toute la terre exerce ce pouvoir par elle-même, & que selon les différents besoins des fidèles elle fasse usage des clefs qu'elle a reçues, il a été nécessaire qu'elle eût des Ministres par qui elle exerçât ce pouvoir divin, dont elle est dépositaire par rapport à Jésus-Christ, & propriétaire par rapport à ces Ministres²²⁰.

Le corps entier de l'Église est le véritable propriétaire, par rapport aux évêques, du « pouvoir des clefs » confié par Jésus-Christ ; ces derniers n'en sont que les administrateurs. En leur faisant exercer ce pouvoir, l'Église, à proprement parler, ne le leur communique pas. Même si elle le voulait, elle ne le saurait. Car l'origine de toute puissance sur terre est en Dieu :

C'est Dieu qui donne la puissance de l'ordre à tous ceux qui sont consacrés par une ordination à laquelle il ne manque rien pour la validité. C'est lui aussi qui donne la juridiction aux Évêques & aux Curés, quand

217. Nicolas Le Gros (publié anonymement), *Du Renversement des libertés de l'Église gallicane, dans l'affaire de la Constitution Unigenitus*, s.l., 1716, 2 vol.

Sur Nicolas Le Gros, voir C. Maire, *op. cit.*, surtout pp. 211-217.

218. C'est le titre du chapitre XXIII. Le Gros, *op. cit.*, t. I, p. 312.

219. *Ibid.*, chap. XXIII, § 3 ; t. I, p. 340.

220. *Ibid.*, p. 342-343.

l'Église les élit & les institue. Ils entrent dans les droits des Apôtres & des disciples envoyés par Jésus-Christ, lorsqu'ils entrent en leur place par une succession légitime²²¹.

Ainsi est réaffirmé et appliqué au pouvoir spirituel le principe du droit divin que nous avons vu formulé au sujet du pouvoir politique. De même que Duguet définit le prince comme « Ministre de Dieu pour le bien public », Le Gros définit les évêques comme « Ministres de l'Église, pour exercer en son nom ce pouvoir dont la propriété réside dans tout le corps de cette même Église²²² ». Cette comparaison entre le pouvoir politique et le pouvoir ecclésiastique n'est pas fortuite. Le Gros, en toute connaissance de cause, souligne l'analogie entre ces deux pouvoirs, en affirmant qu'« Il en est à cet égard de l'autorité spirituelle qui est dans l'Église, comme de la juridiction temporelle qui est dans une République²²³ ». Il cite l'exemple du « pouvoir de vie & de mort » qui « appartient, quant à la propriété, au corps de la République, encore qu'il doive être exercé par un ou plusieurs supérieurs qui agissent, qui ordonnent, qui jugent, qui punissent en son nom ». Encore plus curieux est le fait que pour étayer sa thèse, l'auteur n'hésite pas à recourir aux théologiens jésuites renommés du passé : Robert Bellarmin, Francisco de Vitoria et Denis Petau. Rappelons qu'après l'assassinat d'Henri IV du 14 mai 1610, le Parlement de Paris condamna *De potestate summi pontificis in rebus temporalibus* de Bellarmin à être brûlé par la main du bourreau, sort partagé par *De rege et regis institutione* de Juan de Mariana et *Defensio Fidei catholicae et apostolicae* de Francisco Suarez²²⁴, et que ces ouvrages sont précisément ceux que Diderot, comme les parlementaires, dénonce comme propagateurs de « la doctrine du meurtres des rois²²⁵ ».

En s'appuyant sur ces autorités que même ses adversaires jésuites ne sauraient réfuter, Le Gros développe une théorie de la souveraineté nationale, sans remettre nullement en question le principe du droit divin. Le passage est tellement important qu'il nous faut le citer en entier :

C'est Dieu qui a accordé, soit par le droit naturel, soit par une concession gratuite, aux États & à ceux qui les gouvernent l'autorité nécessaire pour réprimer les injustices & les violences qui détruiraient la société. Mais cette autorité est plus essentiellement attachée à la société, qu'au chef qui la gouverne. Les personnes qui l'exercent, meurent ou sont

221. *Ibid.*, p. 343.

222. *Ibid.*, p. 343.

223. *Ibid.*, p. 343-344.

224. Jean-Jacques Chevallier, *Histoire de la pensée politique*, Payot, 1993, pp. 286-293.

225. Article JÉSUISTE, DPV, t. VII, p. 472.

DIDEROT ET LA LUTTE PARLEMENTAIRE AU TEMPS DE L'ENCYCLOPÉDIE 121

remplacées par d'autres : le corps ne meurt point. La forme même du gouvernement peut changer ; ce qui ne peut arriver dans l'Église, parce que c'est une Théocratie où Jésus-Christ a établi le gouvernement qu'il lui a plu, et qu'il a voulu que ce gouvernement y subsistât jusqu'à la fin des siècles. Mais dans les Républiques, lors même que la forme du gouvernement change, il semble que le fond de l'autorité ne change point, & que la République ne le perd point pour cela. La Nation Romaine, par exemple, possédait toujours la propriété de la puissance, soit sous les Rois, soit sous les Consuls ou les Empereurs. C'est ce qui paraît indubitable à l'égard des États électifs & de tous ceux dont le gouvernement est Aristocratique ou Démocratique. Et dans les Monarchies même héréditaires, quelque absolu que soit le pouvoir des Rois, ils sont toujours Ministres de Dieu et de la République. De là vient qu'ils ne peuvent aliéner les droits de leur couronne, qu'il y a des lois qui règlent leur succession, & que s'ils meurent sans héritiers la République peut se choisir un Chef²²⁶.

Voilà exactement ce que dit l'auteur de l'article AUTORITÉ POLITIQUE dans les paragraphes 7-10 sur le « dépôt de l'autorité »²²⁷. La ressemblance

226. Le Gros, *op. cit.*, t. I, p. 344-345.

227. Voici les paragraphes en question (DPV, t. V, p. 540-541) :

D'ailleurs le gouvernement, quoique héréditaire dans une famille, & mis entre les mains d'un seul, n'est pas un bien particulier, mais un bien public, qui par conséquent ne peut jamais être enlevé au peuple, à qui seul il appartient essentiellement & en pleine propriété. Aussi est-ce toujours lui qui en fait le bail : il intervient toujours dans le contrat qui en adjuge l'exercice. Ce n'est pas l'État qui appartient au prince, c'est le prince qui appartient à l'État : mais il appartient au prince de gouverner dans l'État, parce que l'État l'a choisi pour cela ; qu'il s'est engagé envers les peuples à l'administration des affaires, & que ceux-ci de leur côté se sont engagés à lui obéir conformément aux lois. Celui qui porte la couronne peut bien s'en décharger absolument s'il le veut : mais il ne peut la remettre sur la tête d'un autre sans le consentement de la nation qui l'a mise sur la sienne. En un mot la couronne, le gouvernement, & l'autorité publique, sont des biens dont le corps de la nation est propriétaire, & dont les princes sont les usufruitiers, les ministres & les dépositaires. Quoique chef de l'État, ils n'en sont pas moins membres, à la vérité les premiers, les plus vénérables & les plus puissants, pouvant tout pour tout gouverner, mais ne pouvant rien légitimement pour changer le gouvernement établi, ni pour mettre un autre chef à leur place. Le sceptre de Louis XV passe nécessairement à son fils aîné, & il n'y a aucune puissance qui puisse s'y opposer : ni celle de la nation, parce que c'est la condition du contrat ; ni celle de son père par la même raison.

Le dépôt de l'autorité n'est quelquefois que pour un temps limité, comme dans la république romaine. Il est quelquefois pour la vie d'un seul homme, comme en Pologne ; quelquefois pour tout le temps que subsistera une famille, comme en Angleterre ; quelquefois pour le temps que subsistera une famille par les mâles seulement, comme en France.

Ce dépôt est quelquefois confié à un certain ordre dans la société ; quelquefois à plusieurs choisis de tous les ordres, & quelquefois à un seul.

Les conditions de ce pacte sont différentes dans les différents États. Mais partout, la nation est en droit de maintenir envers & contre tous le contrat qu'elle a fait ; aucune puissance ne peut le changer ; & quand il n'a plus lieu, elle rentre dans le droit & dans la pleine liberté d'en passer un nouveau avec qui, & comme il lui plaît. C'est ce qui arriverait en France, si par le plus grand des malheurs la famille entière régnante venait à s'éteindre jusque dans ses moindres rejetons ; alors le sceptre & la couronne retourneraient à la nation.

est suffisamment flagrante pour que nous puissions dire que Diderot commente là ce passage de Le Gros. L'idée que l'autorité politique appartient à la nation en toute propriété, celle de la pérennité de la nation, le rappel des diverses formes de gouvernement, la notion de lois fondamentales, le droit du peuple de choisir son chef en cas d'absence de successeur : tout se trouve déjà dans ce seul paragraphe de l'écrit janséniste, rédigé trois décennies et demie auparavant. A une différence près, et d'une importance capitale. Diderot, tout en reconnaissant officiellement, voire intentionnellement, le pouvoir absolu de Dieu sur ses créatures, le relègue, en pratique, au fin fond du firmament. En revanche, il insiste sur la notion du contrat social. Toute autorité dans ce bas monde vient sans exception du consentement du peuple. Dieu ne fait rien d'autre que de sanctionner cette puissance ainsi ordonnée. Comme le dit un vieil adage, la voix du peuple, c'est la voix de Dieu.

La communauté d'idée sur la nature du pouvoir politique n'explique pas seule toutes les raisons du recours de Diderot à l'ouvrage de Le Gros. Le but principal de ce dernier dans cet ouvrage est, comme le résume C. Maire, « d'affaiblir le pouvoir des évêques constitutionnaires et de légitimer l'intervention des parlements ainsi que la procédure de l'appel comme d'abus²²⁸ ». En effet, Le Gros clôt le deuxième tome de son livre par un *Mémoire sur les Libertés de l'Église Gallicane ; & sur les moyens de les maintenir*²²⁹. Parmi les « moyens particuliers » qu'il examine, il aborde celui de « mettre des bornes à la domination des Évêques trop impérieux ». Le « remède le plus canonique » selon l'auteur est évidemment « la célébration des Conciles ». Les jansénistes ont effectivement mobilisé toutes leurs forces pour appeler de la Constitution *Unigenitus* au futur Concile général, en vain. Mais en attendant ces Conciles, Le Gros estime que « c'est aux Parlements qui autorisent l'usage légitime du pouvoir Épiscopal, à en réprimer l'abus²³⁰ ». Certes, cette proposition est contraire au principe de séparation des deux pouvoirs. En outre, comment les magistrats profanes peuvent-ils juger si une mesure épiscopale est conforme à la doctrine ou non ? Aussi l'auteur se sent-il tenu d'expliquer :

Si un Évêque abuse de son autorité, pour attaquer des vérités constantes, généralement reconnues, & qui appartiennent à la foi, un Parlement ne doit pas hésiter à s'y opposer. Il suffit qu'une vérité soit de foi ou absolument certaine, pour que chaque fidèle soit obligé d'employer tout ce qu'il a de pouvoir pour empêcher qu'on n'y donne atteinte. Et je ne pense pas que les Magistrats hésitassent à déclarer nulle & abusive l'excommunication qu'un Évêque aurait prononcée contre un prêtre, parce que ce Prêtre

228. C. Maire, *op. cit.*, p. 213.

229. Le Gros, *op. cit.*, t. II, pp. 482-551.

230. *Ibid.*, p. 545.

DIDEROT ET LA LUTTE PARLEMENTAIRE AU TEMPS DE L'ENCYCLOPÉDIE 123

n'aurait pas voulu avouer qu'il y a huit Sacrements. Ils s'écrieraient contre l'Évêque : ils le renverraient à son Métropolitain pour être procédé contre lui. Or toute vérité qui appartient à la foi est de même rang que celle-ci, qu'il n'y a que sept sacrements. Ainsi sans être juge de la doctrine, les Parlements peuvent & doivent empêcher qu'on n'attaque une doctrine qui est certainement celle de l'Église, & qu'on n'en établisse une contraire. S'il y a du doute ; ils peuvent consulter les Facultés, & les autres Évêques ; & empêcher en attendant qu'on ne fasse valoir comme souverains des jugements qui ne le sont pas²³¹.

C'est ce que les magistrats du Parlement de Paris mettront en pratique pendant les années 1750. Au même titre que l'ouvrage de Duguet, celui de Le Gros sert de soubassement théorique à l'opposition politique du Parlement.

Nous comprenons maintenant pourquoi les jansénistes ne pouvaient que garder un silence général sur cet article. Ils ne pouvaient le réfuter sans se désavouer eux-mêmes, puisque ses principaux arguments venaient de leurs maîtres à penser. Les parlementaires ne pouvaient qu'être indulgents à l'égard de l'*Encyclopédie* dont l'auteur principal exprime ainsi un soutien manifeste à leur cause. Nous voyons là encore une fois en Diderot un habile stratège qui, en ne concédant rien de ses principes, sut s'adapter à la situation pour mieux faire entendre ceux-ci. Rappelons que son article est rédigé avant l'entrée en scène de l'opposition organisée des parlementaires. Il constitue donc un texte charnière où la lutte qui était jusqu'alors plus ou moins cantonnée dans le cercle étroit des ecclésiastiques se traduit devant l'opinion publique entière.

Conclusion : Diderot absolutiste ?

Comme nous l'avons constaté jusqu'ici, la position que Diderot a prise dans la lutte entre la royauté et le Parlement est nettement en faveur de ce dernier. En effet, sa participation dans la lutte ne se limite pas à une expression du soutien à la revendication politique des parlementaires, ni à une propagande de leurs idées. Loin d'être un simple porte-parole de l'opinion publique, il contribue activement, par ses articles, à la formation de celle-ci.

L'attitude de Diderot dans la lutte entre la royauté et le Parlement semble être en contradiction avec sa pensée absolutiste, clairement exprimée dans sa définition de la « cité » : « L'idée de *cité* suppose donc le rapport d'une personne physique ou d'un être moral public qui *veut seul*, à des êtres physiques privés qui *n'ont plus de volonté*²³² ». La société civile

231. *Ibid.*, p. 545-546.

232. Article *CITÉ, DPV, t. VI, p. 461.

étant formée par la « résignation des volontés & des forces » des particuliers en faveur de l'« être moral souverain » de sorte qu'elle « peut être regardée comme une seule personne²³³ », comment les particuliers, magistrats ou autres, pourraient-ils se réserver une partie, aussi minime soit-elle, du pouvoir législatif ? Cela ne mènerait-il pas inéluctablement à instituer dans un État deux souverains distincts et à faire de celui-là un monstre à deux têtes ? Peut-être s'agit-il du danger inhérent à la théorie contractuelle de l'État, telle qu'elle est proposée par les philosophes du droit naturel, et c'est contre ce danger que Pufendorf a dissuadé ses lecteurs de pousser à ses termes logiques la comparaison entre la souveraineté et le droit d'usufruit.

Mais dans l'esprit de certains contemporains de Diderot, le souci de préserver la souveraineté absolue du monarque et celui de sauvegarder les fonctions politiques du Parlement ne semblent pas avoir été considérés comme deux choses qui s'excluaient mutuellement. Pour les protagonistes de l'opposition parlementaire du XVIII^e siècle, le rôle du Parlement consiste, au contraire, à défendre l'autorité absolue du roi contre deux sortes d'ennemis. D'une part, il y a des menaces, pour ainsi dire, extérieures au pouvoir politique, qui viennent de la puissance spirituelle, son ennemi de longue date. Elles peuvent s'échelonner de simples conseils malintentionnés des directeurs spirituels de la maison royale jusqu'au projet ambitieux de domination universelle qu'auraient nourri les Jésuites, en passant par les ingérences ultramontaines dans les affaires internes du royaume. Le Parlement doit défendre contre ces tentatives d'immixtion de la part du pouvoir spirituel la souveraineté absolue du roi et les « libertés de l'Église gallicane ». D'autre part, il existe un danger intérieur, voire inhérent, au pouvoir politique : celui de la dégénérescence de l'« autorité souveraine » en « pouvoir despotique ». Le roi, ignorant ou oublieux de son « titre essentiel » et des « conditions » de l'exercice de son pouvoir qui en résultent, peut ériger sa volonté privée et ses caprices en lois. Même si son intention est pure, ses « ministres despotiques » peuvent le « surprendre » en le subornant par la flatterie ou en profitant de son inattention. En tant que « conscience » qui veille à l'intérieur du système monarchique, le Parlement défend l'autorité royale « contre l'erreur et la surprise ». Le programme politique du Parlement qui réunit ces deux points de vue est bien résumé dans la lettre de Durey de Meinières que nous citerons encore une fois : « Depuis eux ans, le Parlement agit, avec la plus grande vigueur, pour défendre les droits du Roi contre les prétentions intolérables du

233. *Ibid.*, p. 462. Comparer la définition de Diderot avec celle de Hobbes : « La seule façon d'ériger un tel pouvoir commun, [...] c'est de confier tout leur pouvoir et toute leur force à un seul homme, ou à une seule assemblée, qui puisse réduire toutes leurs volontés, par la règle de la majorité, en une seule volonté ». *Léviathan*, ch. XVII ; trad. par François Tricaud, Sirey, 1971, p. 177.

Clergé, pour s'opposer au despotisme le plus outré de la part des Ministres²³⁴ ».

Les jansénistes de la première moitié du siècle n'ont jamais contesté la souveraineté absolue, et le droit divin, du monarque. Il en va de même pour les magistrats jansénistes de la seconde moitié du siècle. Si ces derniers, fait remarquer C. Maire, « à la suite de Le Paige, ne cessent de réaffirmer leur parfaite fidélité à la monarchie, ce n'est ni une ruse ni un mensonge et moins encore une hypocrisie²³⁵ ». Ils ne proposent « aucun projet alternatif à la monarchie absolue²³⁶ ». De surcroît, Le Paige évacue totalement l'idée « d'un quelconque *pacte* avec un quelconque *peuple* jusqu'au point d'éradiquer toute idée de frein ou de contrepoids nécessaire à l'autorité monarchique²³⁷ ». La principale préoccupation de ce meneur occulte de l'opposition parlementaire est de remédier au clivage, qui va de plus en plus croissant, entre le roi et la nation. Sa pensée politique est entièrement fondée sur l'idée d'origine divine du pouvoir du monarque, dont sa conception figuriste de l'histoire l'érige à la fois en défenseur et en contestataire. C. Maire explique : « De même que les figuristes sont les *dépositaires de la vérité* à l'intérieur de l'Église qui ne peut périr, de même le Parlement est le défenseur des principes de la perpétuité de la monarchie de droit divin²³⁸ ».

Évidemment ces remarques ne sont pas valables pour expliquer la position de Diderot. Cette « mystique de l'État » qui caractérise la pensée de Le Paige n'existe pas chez lui. Sa théorie de l'État et du pouvoir politique est sans conteste celle, tout à fait rationaliste, du contrat. Certes les actions du Parlement ainsi que la pensée de Le Paige comportent une certaine ambiguïté. Comme en témoignent les critiques de l'abbé Bertrand Capmartin de Chaupy à propos des *Lettres historiques* et des *Remontrances* de ce dernier²³⁹, les magistrats ont pu paraître, non sans raison et malgré leur protestation vigoureuse, vouloir ériger le Parlement en autorité législative autonome. Est-ce là la raison du soutien que Diderot apportait à la thèse parlementaire ? Aurait-il voulu faire du Parlement, sinon l'unique possesseur du pouvoir législatif, du moins un corps politique représentant la nation qui partage ce pouvoir avec le monarque et limite ainsi son arbitraire ? Cela semble une conséquence logique de sa théorie du contrat et ses propos après le « coup d'État » de Maupeou vont dans ce sens. Le Philosophe était-il partisan de la monarchie tempérée pendant la

234. J. Égret, *op. cit.*, p. 62.

235. C. Maire, *op. cit.*, p. 374.

236. *Ibid.*, p. 395.

237. *Ibid.*, p. 395. Voir aussi p. 433.

238. *Ibid.*, p. 385.

239. *Ibid.*, p. 436-437.

période encyclopédique, comme l'estimait P. Vernière²⁴⁰ ? Pourtant, si l'article AUTORITÉ POLITIQUE peut être en effet interprété comme tendant à la monarchie « limitée par ses origines constitutionnelles comme par les lois naturelles²⁴¹ », d'autres articles comme *CITÉ, *CITOYEN ou *GRECS reflètent une tendance absolutiste qui n'est pas négligeable. Mais si Diderot était absolutiste, comment expliquer son soutien à la thèse parlementaire ?

La tâche de donner des réponses à ces questions est d'autant plus difficile qu'à part les articles que nous venons de citer, il n'en existe pas d'autres de sa part qui portent sur la théorie politique générale et qui permettraient ainsi de comprendre son intention véritable. Aussi nous semble-t-il nécessaire de prendre un chemin détourné : recourir aux articles politiques des autres encyclopédistes. G. Benrekassa fait remarquer sur ce sujet : « il n'y a aucune homogénéité pensable du contenu des articles "politiques" de l'*Encyclopédie*. Mais dans leur dispersion même, et en accord profond avec la pratique encyclopédique, ils ont un certain type de cohérence qui peut se définir par rapport aux questions conjointes de la citoyenneté et de l'expression de la nation en corps²⁴² [...] ». C'est justement cette « cohérence » qu'il faut examiner. Notre démarche ne nous paraît pas infondée, puisque les articles ne manquent pas où les auteurs semblent vouloir soit commenter, soit développer, ou même expliquer les propositions énoncées dans ceux de Diderot. Mais c'est une autre tâche. La confrontation des principes politiques du Philosophe avec ceux de ses collaborateurs devrait permettre, nous l'espérons, de mieux cerner les raisons de son soutien à la thèse parlementaire et, du même coup, sa conception de la monarchie et de l'État. Elle permettrait également de comprendre cet absolutisme étrange qui aboutit à une réconciliation heureuse entre deux exigences fondamentales mais peu compatibles en apparence : préserver l'autorité absolue de la loi et de l'État, et assurer la participation active du citoyen dans la vie politique.

Young-Mock LEE

240. P. Vernière, « Introduction », *O. Pol.*, p. xvi-xvii.

241. *Ibid.*, p. xvii.

242. G. Benrekassa, « D'Holbach et le problème de la nation représentée », *RDE*, n° 8, 1990, p. 79-80.